

## 81.

### **Papst Benedikt XV. an Kaiser und König Karl**

Vatikan, 1918 Februar 5

HHStA, PA XI, 256, Abschrift;  
Druck: Engel-Janosi 401-402

*Papst Benedikt XV. dankt Kaiser Karl für die bedingungslose Heimkehrbewilligung für die invaliden italienischen Kriegsgefangenen.*

I sentimenti di cristiana pietà e di umanità profonda, che albergano nel cuore della Maestà Vostra, si sono affermati ancora una volta nell'atto nobilissimo e generoso con cui, assecondando liberalmente le caritatevoli proposte fatte da questa Sede Apostolica a Vostra Maestà per il tramite del Nostro rappresentante, la Maestà Vostra con recente magnanima deliberazione ha disposto che i prigionieri di guerra italiani, affetti dal malche non perdona, vengano rimpatriati incondizionatamente, cioè senza la consueta reciprocità di scambio fra le due nazioni. La notizia di questo decreto, ispirato a sensi di misericordia e di pietà, ha riempito di gioia il Nostro cuore, che in virtù di questo gesto umanitario vede penetrare in mezzo a tante povere e desolate famiglie un raggio di speranza e di conforto. E poiché questi nuovi beneficiati della Maestà Vostra sono pur Nostri figli, Noi come di beneficio fatto a Noi medesimi Ci sentiamo vivamente grati a Vostra Maestà e Ci affrettiamo a farle giungere l'espressione della Nostra sentita riconoscenza. Nel contempo, animati da quella carità di Cristo per la quale Noi vorremmo, se ciò fosse possibile, lenire d'un tratto tutte le miserie che oggi inondano il mondo, nell'atto di ringraziare Vostra Maestà per la particolare benevolenza onde si compiace accogliere e favorire quelle iniziative che mediante cotesta Nostra rappresentanza Noi le veniamo proponendo, Ci gode l'animo al pensare che la Maestà Vostra, assecondando gl'impulsi del suo nobile cuore ed i tradizionali sentimenti di devozione al vicario di Gesù Cristo ed alla Santa Sede, continuerà anche in avvenire a proteggere e favorire l'azione salutare e benefica che la medesima rappresentanza, interprete ed esecutrice del Nostro pensiero, svolge a vantaggio dei poveri prigionieri di guerra. Sarà questo un nuovo titolo alla Nostra paterna riconoscenza, del quale non mancheremo d'invocare sempre su Vostra Maestà l'abbondanza delle celesti mercedi. Di questo sia fin d'ora lieto auspicio l'apostolica benedizione che con tutto l'animo impartiamo alla Vostra, a Sua Maestà l'Imperatrice, all'intera Imperiale e Reale famiglia ed a tutti i fedeli sudditi di Vostra Maestà

## 82.

### **Circulaire No 3 du Suprême Conseil Confédéré du 33e et dernier degré du Rite Ecossais Ancien et Accepté pour la Serbie**

Marseille, 1918 Februar

Archiv der KUL, Freimaurersammlung, Druck.

*Georges Weifert und Péra Chreplovitch im Namen der Serben, Kroaten und Slovenen und der von Deutschen, Magyaren, Türken und Bulgaren "unterdrückten Nationen" an alle pazifistischen Freimaurer. Sie ersuchen sie, nicht gegen ihre Aktionen zur Befreiung der "versklavten Nationen" durch ihre pazifistische Propaganda zu opponieren. Ein verfrühter (unreifer) Friedensschluß würde nur neue Kriege in naher Zukunft hervorrufen. Denn er sei kein Dienst an der wahren Humanität und entspreche nicht den Wünschen der wahren Freimaurerei. Darstellung des "Status quo" in Deutschland, Österreich-Ungarn, Bulgarien und der Türkei, den alle der humanistischen Freimaurerei Angehörigen nicht tolerieren dürfen. Die Fortsetzung des gegenwärtigen Krieges bis zum Sieg der Entente sei das Ziel.*

A tous les Suprêmes Conseils, Grands Orients, Grandes Loges et RRΔ Loges

En abordant la lecture de la présente circulaire, vous aurez peut-être l'idée qu'elle ne traite pas un sujet maçΔ.

Mais, si vous avez la fratΔ complaisance de lui prêter toute votre attention, vous vous apercevrez que ce ne sont que des idées et des sentiments maçΔ qui l'ont dictée, idées du reste pour lesquelles la MaçΔ a combattu dans tout pays depuis qu'Elle existe.

C'en est aussi la cause pour laquelle le SupΔ ConsΔ de Serbie a estimé que c'est précisément entre vrais MaçΔ que le sujet doit être traité, que c'est dans les Ateliers maçΔ que les principes d'une paix selon le désir de tous les MaçΔ

doivent être débattus dans une ampleur beaucoup plus vaste que nous ne saurions le faire dans le cadre restreint d'une circulaire.

Cet intérêt général que porte le sujet nous permet aussi de solliciter votre bienveillante intervention pour que la présente soit transmise à vos RespΔ LLΔ pour y faire l'objet d'un débat approfondi.

En faisant cet appel, nous nous sommes bien rendu compte que c'est parmi les MaçΔ sincères que le pacifisme a pris naissance. La MaçΔ serbe, comme toutes les autres, en a fourni de tout temps des fervents adeptes.

Et aujourd'hui même nous osons affirmer que tous les MaçΔ serbes, pour commencer par le SupΔ ConsΔ, adhèrent entièrement aux principes élevés des pacifistes.

Cependant, bien que les signataires de la présente circulaire ne perdent pas un instant de vue que la guerre mondiale ne cesse de supprimer chaque jour des vies humaines si précieuses, pourtant ils ne peuvent s'empêcher d'émettre leur avis sincère qu'une paix immédiate, une paix prématurée, avant la victoire complète de la cause juste, qui seule doit nous guider dans nos pensées et dans nos actes, ne serait pas un service rendu à l'humanité et ne saurait être aucunement le désir de la vraie MaçΔ. Afin de permettre à nos FFΔ de pouvoir bien suivre nos raisonnements, ce qui, en même temps, justifiera notre point de vue, nous allons leur fournir ici un raccourci de faits qui nous ont déterminés d'être des partisans d'une lutte sans trêve.

Pour pouvoir arriver à ces résultats, il faut nous placer pour un instant à l'époque qui a précédé ce conflit mondial.

Voilà le statu quo auquel nous avons assisté avant la guerre dans les quatre pays contre lesquels toute l'humanité civilisée s'est alliée pour les combattre et [les] vaincre:

### **I. - En Allemagne:**

A un armement sur terre et sur mer sans répit, ce qui a contraint presque tous les Etats de l'Europe et hors d'elle de se ruiner presque en voulant l'imiter jusqu'à une certaine mesure;

A un système d'espionnage et d'infiltration dans la vie intime de tous les peuples dans le but unique de servir les intérêts allemands;

A une pénétration économique, industrielle et commerciale sans scrupule à l'étranger, secondée par le Gouvernement impérial, ses représentants diplomatiques et consulaires, ainsi que par toutes les organisations privées comme Compagnies de navigation, Chambres de commerce, etc.;

On ne reculait ni devant la prévarication, ni devant la corruption, pour ne citer que la loi Delbruck qui autorisait tout Allemand à avoir deux nationalités;

A un régime dans l'enseignement qui répandait, approuvait et stimulait les pires instincts du peuple en glorifiant la guerre, les conquêtes, le militarisme, la force, la violence dans le seul but d'assurer au peuple élu de Dieu- les Allemands - la prédominance;

A des persécutions effrontées dans les provinces non-allemandes, en Alsace-Lorraine et les provinces polonaises. Malgré toutes les protestations de la population, on ne cessait de persécuter la langue française, à supprimer les souvenirs et les traditions françaises si chers aux Alsaciens.

Le cas de Saverne en est un type marquant.

Les persécutions de 5 millions de Polonais ont soulevé, à maintes reprises, l'indignation de toute l'humanité.

A ne citer que l'expropriation de la terre appartenant aux Polonais inscrite au budget de l'Etat;

La colonisation forcée des Allemands et la déportation des Polonais dans l'Ouest;

La défense de se servir de leur langue maternelle, non seulement dans la vie publique et dans les écoles, mais l'obligation imposée aux enfants à partir de la sixième année de faire leur prière en allemand sous peine de coups de verge.

Eh bien, y a-t-il un seul Maç\* au monde qui, la conscience nette, pourrait voter qu'un tel état de choses doit continuer à subsister?

Est-ce du pacifisme et de l'humanitarisme de laisser continuer toutes ces violences et crimes contre les paisibles sept millions d'Alsaciens et Polonais qui sont contenus par la force brutale sous un tel régime odieux?

### **II. - En Autriche et en Hongrie:**

La base politique de l'Autriche-Hongrie est l'assujettissement complet des deux tiers de la population au profit de deux races privilégiées: les Allemands et les Magyars.

Les deniers publics extorqués de la grande majorité du peuple sont employés pour entretenir une forte armée, pour le recrutement d'un cadre docile de fonctionnaires qui doivent assurer l'omnipotence de la faible minorité, le respect du Monarque et de toutes les traditions féodales dans la vie publique et privée.

Donner un tableau vrai de la monarchie des Habsbourg, ce serait énumérer pendant des siècles des cas sans nombre de corruption, de trahison, de parjure et de violence.

Toutes les provinces en Autriche et en Hongrie, qu'il s'agisse de la Bohême ou de la Croatie, de la Bosnie ou du Trentin, étaient de tout temps, et elles le sont jusqu'à nos jours, le théâtre d'une exploitation économique éhontée, d'une oppression répugnante.

Presque tous les leaders des peuples opprimés ont fini leur vie ou sur la potence ou dans les cachots.

L'empereur Charles, lors de son avènement au trône, pour des raisons de politique intérieure, craignant une révolution, a trouvé bon de faire un acte de grâce<sup>1</sup> qui a eu pour résultat, dans la province de Bohême seulement, le relâchement de 4.500 détenus politiques. Un pays où les exécutions capitales depuis le début de la guerre ont déjà vidé les geôles de 2.500 prisonniers politiques.

Quel tableau sommaire aurions-nous devant nous si nous faisons l'addition de tous les crimes commis dans les douze autres provinces de l'Empire, notamment en Bosnie-Herzégovine, où le bourreau a le plus sévi et où n'ont même pas été épargnés des élèves de collèges, dont il y avait comme victimes 85 garçons au-dessous de l'âge de 18 ans.

Les Magyars, notamment, excellent dans la violence. Non seulement ils ont exclu tous les peuples non-magyars des droits publics (16.000 Magyars donnent un député et 80.000 Slovaques ou Roumains donnent aussi un député!), mais il les persécutent dans leur vie privée de tous les jours.

En Slovaquie, on arrache des enfants des deux sexes au-dessous de 3 ans appartenant à des familles pauvres, ou moyennant de l'argent, ou par l'intimidation, pour les mettre dans les pépinières magyares (*ovâdy*) jusqu'à leur dixième année, et après qu'ils ont oublié leur langue maternelle, on les renvoie dans leurs familles respectives (loi du comte Appony)<sup>2</sup>, et tout cela se fait aux frais de la province dépouillée.

En Bosnie on a confisqué les terres de 4.800 familles serbes pour le simple fait qu'elles disent appartenir à la nation serbe.

Sur les crimes, oppressions et violences commis par les Magyars et les Allemands on a écrit déjà toute une littérature. Eh bien, y a-t-il un seul MaçΔ au monde qui pourrait désirer, du point de vue humanitaire, que les 18 millions d'Austro-Magyars continuent à tenir dans l'esclavage les 36 millions de Serbo-Croates, Tchéquo-Slovaques, Roumains, Polonais, Russes et Italiens?

Est-ce une paix d'assister tous les jours à des luttes sanglantes entre l'opresseur et l'opprimé?

### III. - En Bulgarie

Depuis la création de cet État au Congrès de Berlin<sup>3</sup>, on n'a vu qu'une succession de régimes de violence à l'intérieur non seulement contre les éléments d'autres races (30% de la population forment les Turcs, les Grecs, les Serbes et les Juifs) mais aussi contre tout mouvement libéral ou démocratique, que ce soit le régime d'un Stambouloff<sup>4</sup> ou d'un Cobourg<sup>5</sup>, rien n'y a changé. Les massacres des Grecs à Varna, à Bourgas et à Philippopoli ont retenti dans tout l'univers. Les atrocités commises par les Comitadjis, une invention bulgare, ont acquis une célébrité universelle. La Commission internationale instituée par le célèbre philanthrope Rockefeller<sup>6</sup> a constaté unanimement, pendant la guerre contre les Turcs, que les Bulgares ont commis de tels forfaits que l'imagination humaine n'a pas pu en comprendre le but, et que les crimes et cruautés commis par toutes les classes de la population bulgare (officiers, soldats, prêtres, maîtres d'école, etc.) dépassent en horreur tout ce qui était commis par les tribus réputées sanguinaires de l'Asie Mineure faisant partie de l'armée turque.

La Croix Rouge bulgare, après deux ans de guerre, ne peut pas fournir un renseignement en un registre de 70.000 prisonniers de guerre, dont le gros de Serbes, pour la raison qu'il est avéré qu'ils ont massacré un nombre égal d'hommes sans défense se trouvant en leur pouvoir.

Outre le massacre tout récent de 20.000 Serbes de la Macédoine et de la Vieille Serbie, la déportation de plus de 30.000 jeunes femmes et filles de ces contrées en Asie Mineure pour y être données ou vendues comme esclaves a provoqué un vif débat au sein du Parlement autrichien<sup>7</sup> après dénonciation de toutes les atrocités et cruautés auxquelles ces pauvres filles et femmes sont exposées, et c'est par un député de ce Parlement autrichien qui a vu toutes ces horreurs de ses propres yeux<sup>8</sup>.

Eh bien, y a-t-il un seul homme de coeur, un seul vrai MaçΔ qui puisse tolérer que des crimes aussi exécrables contre l'humanité restent impunis et qu'on laisse dans l'avenir un petit peuple sans aucune civilisation maltraiter ses voisins serbo-croates, roumains et grecs?

---

<sup>1</sup> Vgl. Nr. 54.

<sup>2</sup> Zur "Lex Apponyi", vgl. Ludwig Gogolák, , Die "Lex Apponyi" als Vollendung der ungarischen Gesetzgebung der Regierung Fejér-Váry und Ludovít Holotík, in: Die Habsburgermonarchie 1848-1918 III/2, 1288-1303, 775-800.

<sup>3</sup> 13. Juni-13. Juli 1878.

<sup>4</sup> Steven Stambolov, bulgarischer Kammerpräsident, der nach dem Sturz des Fürsten Alexander von Bulgarien, am 21.8.1886 erfolgreich die Gegenrevolution organisierte. Er behielt nach der Wahl des Prinzen Ferdinand 1887 die Regierungsgewalt.

<sup>5</sup> Ferdinand I. (Sachsen-Coburg) 1887 Fürst von Bulgarien; 1908-1918 König, vgl. Nr. 20.

<sup>6</sup> John Davidson Rockefeller.

<sup>7</sup> In der 18. Sitzung vom 12. Juli 1917 (XXII. Session) des österreichischen Abgeordnetenhauses wurde das Schicksal von Flüchtlingen mit ausführlichen Beispielen und einer sehr humanitären Gesinnung diskutiert. Darin ist das Schicksal der serbischen Kriegsflüchtlinge allgemein, doch nicht speziell dargestellt. Vgl. Stenographische Protokolle, 890-926. Dazu auch Beilage 487 der Stenographischen Protokolle: Gesetz betreffend Schutz der Kriegsflüchtlinge. Vgl. auch Beilage 678: Bericht des Flüchtlingsausschusses über die Frage der Repatriierung der Flüchtlinge vom 13.10.1917.

<sup>8</sup> Vgl. Milco Lalkov, Die Politik Österreich-Ungarns im Spiegel der bulgarischen Öffentlichkeit (1878-1918), in: Die Habsburgermonarchie VI/2, 406-435; Branislav Vranesevic, Die außenpolitischen Beziehungen zwischen Serbien und der Habsburgermonarchie, in: Die Habsburgermonarchie VI/2, 372.

#### IV. En Turquie:

Les oppressions des chrétiens en Turquie depuis des siècles, les massacres périodiques de Grecs et de Syriens en Asie Mineure, les atrocités commises envers les Arméniens qui menacent d'exterminer tout un peuple civilisé de plusieurs millions, nous libèrent de l'énumération détaillée des forfaits d'un régime abject trop connu de tout le monde<sup>9</sup>.

Nous n'avons qu'à nous demander s'il peut y avoir un seul MaçΔ au monde qui pourrait souscrire que ces malheureuses populations continuent à demeurer sous cette oppression odieuse.

Or, quel est le but de guerre des quatre nations de proie en Europe, des Allemands, des Magyars, des Turcs et des Bulgares?

C'est d'affermir leur domination sur les peuples qui, au cours de l'histoire, sont tombés sous leur joug, d'abattre ceux qui les arrêtent dans cette voie et, ainsi affermis, de se ruer contre le reste du monde libre et indépendant.

La prolongation de la guerre actuelle jusqu'à la victoire de l'Entente a pour but, par contre, la libération des 60 millions d'âmes assujetties à l'esclavage, l'anéantissement de toute velléité de gouverner les peuples contre leur volonté et contre leurs intérêts ethniques et la sauvegarde de la liberté de ceux qui en jouissent encore pleinement aujourd'hui, assurant ainsi une vie heureuse et prospère à la majeure partie de l'humanité.

Il nous semble qu'aucun MaçΔ, qu'aucun pacifiste, qu'aucun homme de coeur et de sentiment humanitaire ne doit mettre entrave à ce but des Etats alliés de l'Entente.

Au nom des Serbes, Croates et Slovènes, ainsi qu'au nom de toutes les autres nationalités opprimées, assujetties aux Allemands, aux Magyars, Turcs et Bulgares, nous adressons un appel le plus fraternel et le plus pressant à tous les FFΔ pacifistes de ne pas s'opposer par leur propagande pacifiste, par leur action dans le sens d'une paix immédiate, à la libération, après tant de siècles d'esclavage, de toutes ces nationalités opprimées et vouées à la disparition s-re et à l'extermination complète au cas où les pacifistes obtiendraient la conclusion d'une paix prématurée – une perspective qui forcerait ces nations à provoquer de nouvelles guerres dans un avenir très proche.

Veillez bien, nos très CCΔ et IIIΔ FFΔ, agréer nos salutations les plus fratΔ

Pour le GrΔ ChancΔ GrΔ SecrétΔ Le SouvΔ-GrΔ CommΔ, GrΔ MΔPéra Chreplovitch<sup>10</sup>, 33xΔ

.Georges Weifert<sup>11</sup>, 33x\*

Adresse: P. Chreplovitch Banque Nationale de Serbie, 2, rue de Paradis, Marseille (France).

### 83.

#### Lord Alfred Charles Northcliffe an den britischen Außenminister Arthur James Balfour

London, 1918 Februar 24

PRO, FO 800/213, fol. 67-74, Ausfertigung

PAMAE, Paix séparée 104, fol. 73-76, Abschrift für das frz. Außenministerium in frz. Übersetzung

Druck: DDI X, 358-359, Nr. 425 (englische Fassung)<sup>1)</sup>.

*Der Leiter der Propaganda in den Feindländern, Lord Alfred Charles Northcliffe unterbreitet dem britischen Außenminister das Konzept einer anti-österreichischen Propaganda, das der Journalist und Mitarbeiter Northcliffes, Henry Wickham Steed entwarf. Man lehnt einen Separatfrieden mit Österreich-Ungarn ab, da man die Habsburger zu schwach hält, sich von Deutschland zu trennen und eine nicht deutsch dominierte Donaukonföderation zu errichten. Das Bündnis mit Italien soll nicht gelöst werden. Deshalb ist der Zusammenschluß antideutscher Kleinstaaten zu einer Donaukonföderation und der Anschluß Deutschösterreichs an Deutschland zu forcieren.*

My dear Mr. Balfour,

I have long been of opinion that it would be well to concentrate on Propaganda in Austria.

I have made a point of seeing every available person who has come out of Austria, including many Americans who returned to the United States when I was there. All shared the same view - that the Dual Monarchy entered the greater war in a half hearted spirit; is weary of the war; has endured hardships approaching starvation, and realises that there is no benefit for Austria arising out of the war. The control of the Presses of the various nationalities composing the Dual

<sup>9</sup> Vgl. Karl Vocelka, Das Osmanische Reich und die Habsburgermonarchie 1848-1918, in: Die Habsburgermonarchie VI/2, 264-265.

<sup>10</sup> Serbischer Freimaurer

<sup>11</sup> Serbischer Großindustrieller, vgl. Wichtl-Schneider, 141.

<sup>1)</sup> Zur Redaktion dieses Memorandums durch Steed, vgl. Schuster, 179-182

Monarchy is so absolute that the real facts of the war are unknown to the multitude. Germany is not idle in Austria or elsewhere.

For example, the entrance of the United States into the war has been belittled, and described as mere American bluff. Many subjects of Austrian nationalities had, before the war, considerable knowledge of the United States owing to the great emigration to that country. They would realise the power of the United States if explained to them. It is submitted, with respect, therefore, that one of the first steps to be taken is to spread, through all available channels, accurate facts about the American preparations.

But, before making any beginning in that direction, or any others, I feel that I must be placed in possession of knowledge of the policy of the Allies as to the Dual Monarchy.

I should be greatly obliged if you would give me your opinion on the following suggestions, which are made after consultation with those well acquainted with Austria. If they merit your approval, it is suggested that they be submitted to the United States, France and Italy. As for the United States, I would personally ask Colonel House<sup>2)</sup> to expedite their consideration. Time is essential. It is reported that this week Krupps<sup>3)</sup> have purchased no less a journal than the "Fremdenblatt", despite the fact that the policy of Vienna newspapers is controlled by telephone from Berlin. It is suggested that there are two policies for the Department of Propaganda in Enemy Countries. In order that there may be no misunderstanding in the United States,

a)-a) France or Italy<sup>a)</sup>, I have recapitulated elementary facts generally known.

These two policies are as follows:

- (a) To work for a separate peace with the Emperor, the Court and the Aristocracy on the principle of not interfering with the domestic affairs of the Hapsburg Monarchy and of leaving its territory almost or quite intact; or
- (b) To try to break the power of Austria-Hungary, as the weakest link in the chain of enemy States, by supporting and encouraging all anti-German and pro-Ally peoples and tendencies.

The (a) policy has been tried without success. The Hapsburgs are not free agents. They have not the power, even though they may wish, to break away from Germany, because

1. They are controlled by the internal structure of their dominions (the Dual System) which gives Germany decisive leverage over them through the Germans of Austria and the Magyars of Hungary; and
2. Because the Allies cannot offer them acceptable terms without breaking with Italy.

It remains to try the (b) policy. This policy is not primarily or even, in the last resort, necessarily anti-Hapsburgian; it is not opposed to the interests of the Roman Catholic religion; and it is in harmony with the declared aims of the Allies. The Empire of Austria contains some 31,000,000 inhabitants. Of these, less than one third, i.e. the nine or ten million Germans of Austria, are pro-German. The other two thirds (including the Poles, Czecho-Slovacs, Rumanes, Italians and Southern Slaves) are actively, or passively anti-German.

The Kingdom of Hungary, including the "autonomous" Kingdom of Croatia-Slavonia, has a population of approximately 21,000,000, of which one half (Magyars, Jews, Saxons and Swabians) may be considered pro-German and the rest (Slovaks, Rumanes and Southern Slavs) actively or passively anti-German.

There are thus in Austria-Hungary, as a whole, some 31,000,000 anti-Germans and some 21,000,000 pro-Germans. The pro-German minority rules the anti-German majority. Apart from questions of democratic principle, the policy of the Allies should evidently be to help and encourage the anti-Germans.

The chief means of helping them may be specified thus:

1. Allied Governments and the President of the United States should insist upon their determination to secure democratic freedom for the races of Austria-Hungary on the principle of "Government by consent of the governed". Expressions such as "self-government" or "autonomous development" should be avoided, because they have a sinister meaning in Austria-Hungary and tend to discourage the friends of the Allies.
2. For the same reason, statements that the Allies do not wish to "dismember Austria" should be avoided. The war cannot be won without so radical a transformation of Austria-Hungary as to remove its people from German control. The Hapsburgs may be driven to help in this transformation if Allied encouragement of the anti-German Hapsburg peoples is effective. By themselves the Hapsburgs cannot affect a transformation except in an increasingly pro-German sense.

For propaganda among the anti-German peoples the agencies already existing should be utilized these agencies are chiefly the Bohemian (Czecho-Slovak) National Alliance; the Southern Slav Committee; and various Polish organisations.

The present tendency of the Italian Government to shelve the policy embodied in the London Convention of April 26, 1915, and to adopt a policy of agreement with the anti-German races of Austria-Hungary, should be encouraged and stimulated. The ultimate aim of Allied policy should be, not to form a number of small, disjointed States, but to create a

---

<sup>2)</sup> Colonel Edward M. House, ab 1.12.1917 Vertreter Wilsons im Supreme War Council, 1919 Vertreter Wilsons bei den Friedensverhandlungen in Paris.

<sup>3)</sup> Gustav Krupp von Bohlen und Halbach, deutscher Großindustrieller.

a)-a) Handschriftlich eingefügt.

non-German Confederation of Central European and Danubian States<sup>4)</sup>. The Germans of Austria should be free to join the Confederated States of Germany. They would, in any case, tend to secede from a transformed Austria in which they would no longer be able to rule over non-German peoples.

In view of the great amount of cabling that will be necessary to achieve unity, may I ask you to let me hear<sup>a)</sup>, either your own suggestions, or your approval of those above mentioned, as speedily as possible<sup>4)</sup>.

## 84.

### Papst Benedikt XV. an Kaiser und König Karl

Vatikan, 1918 Februar 28

AE, Stati Eccl. 216 [neu 1317], vol. XII, fasc. 18-22, Prot. Fehlend.<sup>1)</sup>  
Druck: Rumi 39-40

*Der Papst erlaubt, daß Pacelli die Friedensvorschläge des Kaisers an Italien zur Prüfung durch ihn persönlich überbringt. Wenn Friedensverhandlungen geführt werden, sollte man sie noch vor der nächsten Offensive beginnen. Kaiser Karl möge Italien solche Friedensvorschläge machen, die die Hauptursachen der Spannungen zwischen den beiden Staaten beseitigen und einen dauerhaften Frieden sichern.*

Mons. Pacelli, Nostro Nunzio in Baviera, Ci ha partecipato, conformemente alla sua lettera a Noi diretta il giorno 23 dicembre 1917, che la Maestà Vostra si proponeva rimettergli le condizioni di pace che farebbe all'Italia, e desiderava che egli stesso venisse, con Nostro permesso, a Roma per sottometerle al Nostro esame<sup>2)</sup>.

---

<sup>4)</sup> Vgl. R. Wierer, Der Föderalismus im Donaauraum, Graz 1960; J. Köhl, Föderationspläne im Donaauraum und in Ostmitteleuropa, München 1958; T. G. Masaryk, Das neue Europa. Der slawische Standpunkt, Berlin 1922; Masaryk, Weltrevolution, 256; Le Rider, Mitteleuropa.

<sup>a)</sup> Handschriftlich.

<sup>4)</sup> Vgl. H.W. Steed, Through Thirty Years, 2, 189-191; Valiani, The End of Austria, 232-233; Hanak, Great Britain and Austria-Hungary, 311 (Steed-Register); Schuster, Henry Wickham Steed und die Habsburgermonarchie; Seton-Watson, The Making of a New Europe; Sanders/Taylor, Britische Propaganda; Angerer, H.W. Steed, R.W. Seton-Watson und die Habsburgermonarchie. In seiner Antwort vom 26. Februar legte sich Lord Balfour nicht fest, mit welcher Methode die propagandistische Zerstörung Österreichs beginnen sollte. Er schrieb: "But in either case the earlier stages of the process are the same, and a propaganda which aids the struggle of the nationalities now object either to Austrian Germans or to Magyar Hungarians towards freedom and self-determination must be right, whether the complete break-up of the Austrian-Empire or its de-Germanisation under Hapsburg rule be the final goal of our efforts."

Vgl. PRO, FO 800/213, fol. 75-76, London, 1918 Februar 26.

Zur praktischen Durchführung dieses Entwurfes, vgl. Glaise-Horstenau, Die Katastrophe, 197-203 (fehlerhafte Übersetzung); zur österr.-ung. Reaktion auf die Feindpropaganda, in: Plaschka/Haselsteiner/Suppan, Innere Front 1, 236-250.

<sup>1)</sup> Vermerk: Questa lettera fu inviata per mezzo di Monsignor Marchetti e per tramite dell'ambasciata di Austria-Ungheria il 28 febbraio 1918. Nach Meckling, 338, Anm. 39 traf dieser Brief Mitte März 1918 in Wien ein. Erst damals erfuhr Czernin von den Bemühungen des Kaisers mit Hilfe des Papstes den Frieden mit Italien herbeizuführen. Vgl. dazu Demblin, 73, 241-246, Anm. 341.

<sup>2)</sup> AE, Stati Eccl. 216 [neu 1317], vol. XII., Prot. 55.739, Vatikan, 1918 Jänner (vor dem 30.) Cifra, Gasparri an Pacelli: Ricevuto rapporto No. 4069. Imperatore Austria comunicherà V. E. condizioni pace suo governo, da trasmettersi Santa Sede. V.E. le accetti e le trasmetta nel modo più sicuro o per corriere diplomatico o per mezzo di un ufficiale di cotesta Nunziatura. Non escludo viaggio di V.E. ma per evitare inopportuni commenti, soltanto nel caso che lo giudichi necessario.

AE, Stati Eccl. 216 [neu 1317], vol. XVII., Prot. fehlend, München 1918 Jänner 30. Pacelli an Gasparri.

Vermerk: Urgente e strettamente riservato. S.M. l'Imperatore d'Austria mi ha fatto chiedere per mezzo di una persona di sua fiducia, venuta qui in Monaco, se avevo avuto dalla Santa Sede le istruzioni da Lui desiderate, secondo che Egli stesso avrebbe manifestato in una Sua Lettera indirizzata all'Augusto Pontefice verso la fine dello scorso Dicembre, a cui Sua Santità avrebbe risposto al principio del corrente mese. Io non ho potuto se non confessare, conforme a verità, che non avevo ricevuto da Roma alcuna notizia od istruzione al riguardo. Allora la medesima persona mi ha insistentemente pregato di portare a conoscenza della Santa Sede che attenderebbe al più presto (possibilmente per telegrafo) una chiara e precisa risposta da poter comunicare alla sullodata Maestà Sua. AE, Stati Eccl. 216 [neu 1317], vol. XII. Prot. fehlend: München 1918 Februar 13, Cifra Pacelli an Gasparri, Vermerk: arrivato il 16 febbraio 1918. Als Vertrauensperson dürfte P. Cölestin Schwaighofer von Deggendorf OFM Cap eingesetzt gewesen sein. Vgl. dazu: Nr. 85, Anm. 1.

No. 122. Avuto telegramma del No. 64. Persona fiducia afferma volontà Imperatore condiscendere pace sia da me personalmente [...] e verbalmente manifestata Santo Padre: non vi sarebbe quindi altra via possibile all'infuori mio viaggio. Per evitare equivoci, ho creduto necessario chiedere condizioni seu vengano comunicate modo autentico sicuro. Sembra ciò richiederè qualche tempo.

Noi ben volentieri abbiamo dato tale permesso e non abbiamo parole bastevoli per lodare il proposito della Maestà Vostra di fare tutto il possibile per porre un termine all'orribile guerra che insanguina l'Europa ed ha condotto i popoli all'estremo limite della desolazione e della miseria. Il Signore, avendo finalmente misericordia della povera umanità, benedica il Suo proposito e faccia sì che la pace ritorni per l'opera della legittima Autorità e non già per l'imposizione degli elementi sovversivi, che riserverebbero ai popoli altre e forse più gravi sciagure. Ūda "ritorni" segnato a margine a matita.

Manifestando alla Maestà Vostra questi Nostri sentimenti, Ci permettiamo di aggiungere due voti. In primo luogo sarebbe vivamente a desiderarsi che le trattative di pace, se debbono avere luogo, giungessero in tempo per impedire le prossime offensive delle quali si parla, e che sarebbero una carneficina più orribile delle precedenti. In secondo luogo Noi preghiamo la Maestà Vostra di offrire all'Italia condizioni che, togliendo i principali motivi di attrito, assicurino alle due nazioni vicine una pace durevole. Né per questo la Maestà Vostra può temere doglianze da parte dei suoi sudditi, poiché ad essi non possono sfuggire i vantaggi politici, militari, economici del settore orientale, i quali compensano le concessioni che la Maestà Vostra volesse fare, e che, rimossi i principali motivi di attrito da parte dell'Italia, assicurano alla Monarchia dal di fuori piena e duratura tranquillità.

La Maestà Vostra, ringraziando il Signore, può dire con tutta verità che esce da questa guerra salvatore della Monarchia: se a questo titolo volesse aggiungere l'altro, non men bello, di pacificatore dell'umanità, avrebbe posto il colmo alla sua gloria.

Con paterno affetto impartiamo a Vostra Maestà, alla Sua Augusta famiglia ed ai Suoi sudditi l'Apostolica Benedizione.

## 85.

### Kaiser und König Karl an Papst Benedikt XV.

o. O. o. D. [Wien, 1918 Februar-März]

AOS, Tom I, Index 465, beglaubigte Kopie.<sup>1)</sup>

*Mündliche, geheime Friedensvorschläge zu Händen des Papstes, um nach den Intentionen des Papstes den Weltfrieden herbeizuführen. Österreichisch-ungarische Kriegsziele*

Wiederherstellung von "M"[ontenegro]?. Jedoch bleibt der Lovcen bei Österreich. Für "M"[ontenegro]? günstige Handelsverträge. Wiederherstellung von "S"[erbien], womöglich unter einer anderen Dynastie; Zugang zum Meere, der Schienenstrang unter österreichischem Einfluß; für "S"[erbien] günstige Handelsverträge namentlich hinsichtlich des Exportes von Schweinen (ohne Einmischung hinsichtlich der eventuellen Ansprüche einer anderen befreundeten Macht.)

"R"[umänien] Status quo ante; eventuelle Grenzregulierungen; Verhandlungen mit der jetzigen dortigen Dynastie; für "R"[umänien] günstige Handelsverträge. (Ohne Einmischung hinsichtlich der eventuellen Ansprüche einer anderen befreundeten Macht.)

"Al[banien]" selbstständig unter virtuellem Protektorat Österreichs.

"Po[len]" vollständig freie Selbstbestimmung.

Vollständige Wiederherstellung "Bel[giens]".

"I"[italien]. Die derzeitige Occupation bezweckt vor allem: ein Faustpfand zu besitzen, um einwirken zu können,

1. damit dem Heil[igen] Vater die Ihm gebührende Mittlerstellung gesichert werde [und]
2. damit eine Regelung der Römischen Frage in der Weise angebahnt werde, wie Seine Heiligkeit es im geeigneten Augenblick als Seinen Intentionen entsprechend offenbaren wird.
3. Die Zurückerstattung des occupierten Gebietes hängt also von dem Maße des it[alienischen] Entgegenkommens ab. Das in München gemachte Angebot<sup>2)</sup> kann bei der inzwischen geänderten Situation unter notwendiger Berücksichtigung der Volksstimmung nicht mehr in vollem Maße aufrecht erhalten bleiben. Es würde sich eventuell ein Modus vivendi betr[effend] Valona finden lassen.

Vorstehendes sind die Öst[erreichisch]-Ung[arischen] Ziele.

---

<sup>1)</sup> Vermerk von Kaiserin Zita: Copie zur Aufbewahrung. Dies ging während des Krieges 1917? oder 1918? durch Pater Cölestin Schwaighofer O.F.M.Cap. So viel ich weiß, wurde es durch diesen direkt dem Nuntius Msgr. Pacelli übergeben und via diesem dem Hl. Vater Papst Benedikt XV. bekanntgegeben. Summarisch bei Scherer-Grünwald III, 318-319 (Nr. 206): Wien, 1918 Jänner 31: Wedel an Außenministerium.

<sup>2)</sup> Vgl. Nr. 62, Anm. 1 (= Steglich, Friedenspolitik, 124).

Hartnäckige Zurückweisung seitens der Gegner könnte je nach Entwicklung der Zukunft teilweise oder ganze Zurückziehung dieser Angebote und Auferlegung von Kriegsentschädigungen notwendig machen. Diese durch Namensunterzeichnung authentifizierte Skizze darf gemäß gegebenem Worte nur Seiner Heiligkeit übermittelt werden. Vernichtung nach Allerhöchster Kenntnisnahme wird ehrerbietigst vertrauensvoll erbeten<sup>3)</sup>.

Anderen Stellen kann gegebenem Worte gemäß nur mitgeteilt werden, was Seine Heiligkeit eventuell hierfür bestimmen wird. Zweck dieser Unterbreitung der Kriegsziele ist nicht Anregung von Separatfriedensschlüssen, soweit solche der Treue gegen verbündete Mächte entgegen wären, sondern: daß durch das hierin bewiesene Entgegenkommen das Zustandekommen des Weltfriedens auf dem vom Hl. Vater gezeigten [Wege] versucht werde. Möge er mit Gotte Hilfe zum Ziele führen.

3. a)-a) Integrität der Monarchie, wobei Grenzregulierungen im beiderseitigen Einvernehmen bei Aufrechterhaltung der Größe des heutigen Besitzstandes der Monarchie nicht ausgeschlossen sind<sup>a)</sup>.

## 86.

### Entwurf einer "Allerhöchsten Antwort" Kaiser und König Karls an "den Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika"

Wien, 1918 März 22

HHSStA, PA I, 964, fol. 144r-149r, Entwurf von Kaiser und König Karl signiert und mit handschriftlichen Zusätzen versehen.

---

<sup>3)</sup> Diese Bitte des Kaisers dürfte erfüllt worden sein. In der diesbezüglichen Chiffren- und Briefsammlung des Kardinalstaatssekretärs AE, Stati Eccl. 216 [neu 1317]. vol. XII und XVII. sind Telegramme von und Instruktionen für Pacelli zu finden, die Botschaft des Kaisers fehlt.

Vgl. Vol. XVII unter Prot. 57.827: Cifra, München 1918 Februar [vor dem 25]. Pacelli an Gasparri: (Vermerk: Arrivato il 25 Febbraio 1918.)

Fatto comprendere persona fiducia opportunità sollecitare, onde iniziare subito eventuali trattative: insisto però comunicazione autentica della mente Imperatore: rilevata convenienza rispecchi non solo personali sue vedute, ma Ministro Esteri [.....] raccomandate condizioni accettabili, ricordando pure mia conversazione 30 Giugno; insinuata con massima circospezione idea Cifrato 72.

Persona fiducia partita stamane. Attendo risposta che forse tarderà, trovandosi ora Imperatore lontano da Vienna (al)? Quartiere generale.

Cifra, München 1918 März 5, Pacelli an Gasparri: (Vermerk: arrivato il 6 marzo)

No. 133 Apprendo ora scopi guerra mi saranno comunicati modo autentico da me richiesto, però per motivi prudenza non [...] mio passaggio Svizzera. Ignoro quali siano e se contengono condizioni accettabili, cui accennai mio cifrato 126. Attendo per partenza istruzioni V.E.r. anche relativamente passaporto

Cifra, Vatikan, 1918 o. D., Gasparri an Pacelli: Dica persona fiducia di attendere in Svizzera ritorno di V. E.

Vol. XII. Prot. fehlend o. O. o D. Cifren, Gasparri an Pacelli:

No. 92. E' prudente aspettare esito offensiva fronte occidentale. Quindi prima intervista Voi limitatevi a dire che governo italiano sarebbe disposto ad una intesa su basi però alquanto più estese e con compensi. Desiderasi sapere se lettera Imperatore è definitiva o ammette trattative.

Vol. XII. Prot. 60.617, o. O. o. D., Gasparri an Pacelli, Cifren:

Sarebbe opportuno che Imperatore Austria rimettendo a V. E. condizioni pace escludesse apertamente ogni trattativa con Sonnino, principale responsabile della guerra. Non dubito che Sonnino sarebbe costretto dimettersi, il che sarebbe passo importante verso pace. Distrugga dispaccio.

Ricevo cifrato 122. Venga pure, avvertendo prima con cifrato ed io con telegramma aperto la inviterò subito seguire [venire?] per motivo salute sua madre. Sarebbe a desiderarsi trattative principiassero subito onde evitare, se possibile, prossima offensiva.

Vol. XII. Prot. 60.623, Vatikan 1918 März 26, Gasparri an Schioppa:

Monsignor Nunzio trattenuto ancora Roma causa salute sua madre partirà Domenica o lunedì prossimo.

Vol. XII, Prot. fehlend, o. O. o. D., Cifra [Vatikan, 1918 nach März 27], Gasparri an Pacelli: E' prudente aspettare esito offensiva fronte occidentale. Quindi prima intervista Voi limitatevi a dire che governo italiano sarebbe disposto ad una intesa su basi però alquanto più estese e con compensi e desiderate sapere se lettera Imperatore è definitiva o ammette trattative.

Vol. XII., Prot. fehlend, o. O. o. D. [Vatikan, 1918 nach April 2], Cifra, Gasparri an Pacelli: Il momento non sembra opportuno per spingere innanzi trattative. Ad ogni modo nelle proposte fatte V. E. deve sopprimere la Tripolitania.

Zum diesbezügl. Kontakt des Hl. Stuhles mit der ital. Regierung, vgl. DDI X, 359 (Nr. 426), Gasparri an den ital. Finanzminister F. S. Nitti, Vatikan, 1918 März 18; dazu auch Riccardi, Alleati non amici, 580, Anm. 164.

a) -a) Von der Hand des Kaisers



Druck: Werkmann, Deutschland als Verbündeter, 240-244; Scherer-Grunewald IV, 39-42 (Nr. 27 Konzept für Kühlmann) und Papers of Woodrow Wilson 46, 124-126 (=Interzept, datiert 23. März 1918).

*Die Antwort Kaiser und König Karls auf die Stellungnahme Wilsons zu seinem Brief vom 17. Februar 1918<sup>1)</sup> erreichte den Präsidenten der USA nicht mehr. Dieser Entwurf war ein Kooperationstext des Ministerium des Äußeren, den Kaiser und König Karl mit einem Sichtvermerk abzeichnete und in einzelnen Formulierungen auch redigierte. Darin wurden die Fragen Wilsons bezüglich territorialer Regelungen auf dem Balkan und gegenüber Italien detailliert beantwortet. Die von Wilson plötzlich verlangte Präzisierung zu Territorial-Problemen in einem Friedensschluß auf dem Balkan und gegenüber Italien dürfte auf diplomatische Einwirkungen Frankreichs und Italiens zurückzuführen sein<sup>2)</sup>.*

Die Antwort, welche der Herr Präsident der Vereinigten Staaten auf die Mitteilung über Meine Stellungnahme zu den in seiner Rede vom 12. Februar von ihm aufgestellten Grundprinzipien eines gerechten und dauerhaften Friedens Mir zu übermitteln die Freundlichkeit hatte<sup>3)</sup>, bestärkt Mich in der Überzeugung, daß zwischen den von ihm aufgestellten Grundsätzen einerseits und Meinen Anschauungen andererseits jener Grad von Übereinstimmung vorhanden ist, der nötig ist, damit eine Aussprache über die Bedingungen des von allen Völkern so heiß herbeigesehnten Friedens mit Aussicht auf Erfolg eingeleitet werden könne. Die Antwort des Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten enthält nichts, was Mir die Hoffnung nehmen könnte, daß wir auch bezüglich der "Anwendung" dieser Grundsätze auf die einzelnen Fragen, von deren gerechter Lösung ein dauerhafter Friede abhängt, zu einem Einvernehmen gelangen werden. Allerdings bestärkt sie Mich auch in der Auffassung, daß die Prüfung der Frage, ob derselbe Grad von Übereinstimmung, der zwischen den von Herrn Wilson verkündeten Grundsätzen und Meinen Anschauungen besteht, auch bei der Anwendung dieser Grundsätze auf die einzelnen zu lösenden Fragen vorhanden ist, am besten in einer direkten mündlichen Aussprache zwischen einem Meiner Vertreter und einem Vertreter des Herrn Wilson erfolgen könnte. Eine schriftliche Auseinandersetzung über diese Fragen hat den Nachteil, daß sich dabei Mißverständnisse, die in einer mündlichen Aussprache sofort aufgeklärt werden können, oft wochenlang hinschleppen. Dazu kommt dann noch die Umständlichkeit und Langwierigkeit dieses Vorgehens, die im schreienden Gegensatz zu der begreiflicherweise immer mehr erstarkenden Friedenssehnsucht aller Völker steht, denen wir mit dieser Aussprache dienen wollen. Ich glaube, daß es in einer solchen Aussprache gelingen würde, den Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten vollständig davon zu überzeugen, daß in den von ihm erwähnten speziellen Fragen auch wir eine Lösung anstreben, von welcher es, um seinen Ausdruck zu gebrauchen, "am wahrscheinlichsten ist, daß sie einen dauernden Frieden herbeiführen wird".

Ich kann schon jetzt versichern, daß die Befriedigung jeder gerechten nationalen Aspiration jener slavischen Völkerschaften, welche so nahe Meinem eigenen Lande angesiedelt sind, auch schon deshalb Mein aufrichtiger Wunsch sein muß, weil nicht nur unsere Absicht, einen gerechten Frieden zu ermöglichen, sondern auch unsere eigenen bleibenden Interessen ein gutes Verhältnis zwischen uns und jenen Völkern verlangen, von welchen der Herr Präsident mit Recht hervorhebt, daß sie mit großen Mengen Meiner Untertanen in so engen Beziehungen stehen. Wenn daher auch auf ihrer Seite dieses Bestreben ein gleiches ist, werden wir gern hilfreiche Hand bieten, um auch unsererseits dazu beizutragen, die Bedingungen ihrer Existenz, ihres weiteren Fortschrittes<sup>a)-a)</sup> und ihres Handels nach

---

<sup>1)</sup> Vgl. The Papers of Woodrow Wilson 46, 551-553; Brook-Shepherd, Um Krone und Reich, 166-167.

<sup>2)</sup> Vgl. zur Redaktionsgeschichte Nr. 87 und Brook-Shepherd, Um Krone und Reich, 168-170.

Vgl. auch PAMAE, Paix séparée 104, fol. 41-42, Rom, 1918 Jänner 25, Barrère an das frz. Außenministerium:

Ankündigung diplomatischer Aktionen gegenüber österr.-ung. und amerikanischen Friedensgesprächen.

Ebd., fol. 50-54, Rom, 1918 Februar 3, Barrère an das frz. Außenministerium:

Die im März 1917 begonnenen und im November 1917 wiederaufgenommenen Friedensgespräche könnten nun zu einer "malaise" führen.

Ebd., fol. 88-89, Rom, 1918 Februar 28, Barrère an das frz. Außenministerium:

Über die Gefahr, daß "nos ennemis pourraient débaucher le President Wilson. Seulement l'entreprise du Vatican est beaucoup plus dangereuse et je la suis ici avec une extrême attention."

Dazu auch PAMAE, Paix séparée 104, fol. 90-91, Washington, 1918 März 1, Lansing an Jusserand:

Präsident Wilson hofft, aus dem Brief des Kaisers ein definitives Programm der Kriegsziele der Zentralmächte zu bekommen. Die Botschaft des Kaisers ist persönlich und privat.

Zur päpstlichen Intervention bei Kaiser Karl durch den Apostolischen Nuntius in Wien, Valfrè di Bonzo, der Kaiser möge mit Wilson verhandeln, vgl. AE, Stati Eccl. 216 [neu 1317], Vol. XII., Prot. fehlend, o. O. o. D. [Vatikan, 1918 Februar 25], Gasparri an Valfrè di Bonzo und ebd., Prot. fehlend, o. O. o. D. [Vatikan, 1918 Februar 29], Gasparri an Valfrè di Bonzo.

Der vertrauliche Brief des Papstes an Kaiser Karl wurde bisher nicht aufgefunden.

Zum Parallelismus von kaiserlichen und päpstlichen Friedensinitiativen mit Wilson vgl. Liberati, Santa Sede e Stati Uniti, in: Rumi, 143-144.

<sup>3)</sup> Vgl. New York Times, February 12, 1918 und The Papers of Woodrow Wilson 46, 318, Anm. 1. Die Rede vom 11.2. wurde am 12.2.1918 publiziert.

a) -a) Eigenhändige Einfügung Kaiser Karls.

außen<sup>a)</sup> günstiger zu gestalten. Andererseits können wir das Recht, Völker und Provinzen ohne, ja gegen das ernste Interesse der dadurch betroffenen Völker von einer Staatsoberhoheit in die andere herumschieben - ein Recht, welches der Herr Präsident der Vereinigten Staaten mit guten Grunde in Abrede stellt - auch denjenigen Völkern nicht zuerkennen, die es mit dem falsch ausgelegten Gesichtspunkt einer nationalen Einheit begründen, welche angesichts der verschiedenen Denkweise der in anderen Staaten lebenden, historisch anders entwickelten Völkern [sic] diesen gar nicht erwünscht ist und welche infolge der bunten nationalen Mischung in diesen Teilen Europas im Interesse einer einzelnen Nation gar nicht gelöst werden kann, ohne gegen gleichwertige Rechte anderer Völker zu verstoßen. Eine mündliche Aussprache würde auch den Beweis dafür liefern, daß wir an der Adriatischen Küste keinerlei Tendenzen verfolgen, die mit irgend einem der von Herrn Wilson aufgestellten Grundsätzen in Widerspruch stünden und daß wir nicht die Absicht haben, die Machtverhältnisse an der Adriatischen Küste zu unserem Gunsten zu verschieben, daß es aber, wenn wir nicht neue Elemente einer für die Ruhe Europas bedrohlichen Zwietracht säen wollen, ein unerläßliches Erfordernis und ganz im Geiste des Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten gelegen ist, an der Adriatischen Küste keinem der an ihr lebenden Völker eine unverhältnismäßig große Machtstellung oder eine Oberherrschaft zu sichern, welche dazu führen könnte, sie gegen die anderen Völker auszunutzen. So sind wir insbesondere Anhänger der Selbständigkeit Albaniens und wir würden es daher mit den eben aufgestellten Prinzipien nicht für vereinbarlich halten, wenn Italien dort einen territorialen Gewinn zu erringen versuchen würde. In einer direkten Aussprache würde es gewiß auch gelingen, den besten Weg zu finden, auf welchem sich die Rivalitäten und Antagonismen zwischen den Balkanstaaten beseitigen ließen. Diese Rivalitäten waren bisher darauf zurückzuführen, daß es in diesen Teilen Europas bisher noch zu keiner durchgreifenden Konsolidierung der territorialen Verhältnisse gekommen ist. Diese kann jedoch erreicht werden, wenn man ernstlich bemüht ist, die einzelnen Fragen lediglich im Interesse und zu Gunsten der betreffenden Bevölkerungen zu lösen, wie es auch Herr Wilson mit Recht wünscht. Ich habe auch schon angedeutet, daß nach dieser Richtung hin unter anderem die Vereinigung der in ethnischer und historischer Hinsicht bulgarischen Gebiete mit dem Mutterlande, die Gewährung der nöigen wirtschaftlichen Expansionsmöglichkeiten für Serbien und andere Staaten jene Fragen sind, für welche eine auch in den Einzelheiten zweckentsprechende Lösung im gemeinsamen Einvernehmen zu suchen und sicher auch zu finden sein wird. Ich zweifle nicht, daß sich auch bezüglich des Schutzes der vom Ottomanischen Reiche abhängigen nicht-türkischen Nationalitäten eine Lösung erreichen läßt, welche einerseits den vom Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten verkündeten Grundsätzen und andererseits den berechtigten Souveränitätsrechten der Türkei vollauf Rechnung trägt. Der Herr Präsident der Vereinigten Staaten fragt auch, welche ganz bestimmte Konzessionen an Italien Ich als gerecht betrachten würde. Als gerecht würden wohl auch nach der Ansicht des Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten solche Konzessionen zu betrachten sein, die den von ihm vertretenen Grundsätzen entsprechen. Nun sind jedoch die territorialen Aspirationen des italienischen Staates, so wie sie in diesem Kriege offen kundgegeben wurden, keine solchen, die mit den von Herrn Wilson aufgestellten Grundsätzen auch nur im entferntesten im Einklang stehen. Italien hat verlangt, daß ihm das ganze Gebiet bis zum Brenner und fast bis Laibach aus strategischen Gründen abgetreten werde. Das sind Forderungen, welche einen Eroberungskrieg charakterisieren und welche allen von Herrn Wilson aufgestellten Grundsätzen geradezu Hohn sprechen. Die Bevölkerung der Gebiete, um die es sich hier handelt, ist in ihrer ungeheuren Mehrheit deutsch oder slavisch und beide Völker hätten es als ein unerträgliches Joch empfunden, einem fremden Staate, mit dem sie nie die geringste Gemeinschaft an Interessen, Gefühlen oder Ideen gehabt haben, mit Gewalt unterworfen zu werden. Wenn Ich also die Frage Herrn Wilsons so auffasse, wie sie nach all seinen Darlegungen allein aufgefaßt werden kann: welche ganz bestimmte Wünsche Italiens "nicht als Teil eines bloßen Ausgleiches oder Kompromisses der Ansprüche rivalisierender Stellen" (also in diesem Falle Österreich-Ungarns und Italiens), sondern "im Interesse und zugunsten der betroffenen Bevölkerungen" erfüllt werden sollen, so ist es nicht möglich, irgend welche Zugeständnisse als gerecht anzusehen. Italien strebt nach dem Besitz von Triest und des umliegenden Gebietes, das von weit mehr Slaven und Deutschen als Italienern bewohnt ist, dessen Bevölkerung - die italienische Minorität mitinbegriffen - sich seit mehr als 400 Jahren in Österreich eingelebt hat und eine Vereinigung mit Italien als die ärgste Katastrophe empfinden würde, welche diese Stadt betreffen kann. Es strebt nach Gegenden im Karstgebirge, deren Bevölkerung durchwegs slavisch ist und dem italienischen Volke, wo nicht feindselig, doch zum mindesten völlig fremd gegenüber steht. Es strebt nach dem Besitz der Ebene von Görz, deren Bevölkerung nicht italienisch, sondern friaulisch ist und ihrem Ursprung, ihrem Volkscharakter und ihrer Sprache nach nicht zum italienischen Volke gerechnet werden kann. Und es strebt endlich nach dem Besitz von Süd-Tirol, das nie zu Italien gehört hat, <sup>a)-a)</sup> dessen Bevölkerung ihre<sup>a)</sup> wirtschaftliche Existenz allein <sup>b)-b)</sup> auf dem durch keine Staatsgrenzen behinderten freien Verkehr mit den anderen Gebieten der österreichisch-ungarischen Monarchie stützen kann<sup>b)</sup>, und für die daher die Loslösung von Österreich den wirtschaftlichen Ruin bedeuten und sie zwingen würde, sich eine neue Existenz zu suchen. All das wären keine Lösungen, die den großherzigen Grundsätzen des Herrn Präsidenten der

---

a)-a) Eigenhändige Einfügung Kaiser Karls.

b)-b) Eigenhändige Einfügung Kaiser Karls.

Vereinigten Staaten entsprechen würden, laut welchen "die Lösung der durch diesen Krieg aufgeworfenen Gebietsfragen im Interesse und zu Gunsten der betroffenen Bevölkerungen" geschlossen werden müsse. Der Herr Präsident der Vereinigten Staaten wird sich aus dem Gesagten davon überzeugt haben, daß ebenso wie er auch Ich aufrichtig bemüht bin, für die Beendigung des Krieges eine Grundlage zu finden, die den gerechten Ansprüchen der beteiligten Völker angemessen ist und die daher die Elemente der Dauerhaftigkeit des auf sie aufzubauenden, von uns beiden angestrebten Friedens in sich birgt. Er wird sich davon überzeugt haben, daß wir diese Grundlage in ähnlichen Grundsätzen gefunden zu haben glauben, wie er sie zur Sicherung eines gerechten und dauerhaften Friedens aufgestellt hat. Was noch festzustellen wäre, ist, ob wir, wie Ich bestimmt glaube und hoffe, auch in der Anwendung dieser Grundsätze auf die einzelnen eine Lösung erheischenden Fragen ebenso übereinstimmen. Die von Mir vorgeschlagene direkte Aussprache hätte gerade den Zweck, hierüber Gewißheit zu verschaffen und dem Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten einerseits, Mir andererseits die nötige Orientierung hierüber zu gewähren. Ich glaube, wir sind es den Völkern schuldig, kein Mittel unversucht zu lassen, das irgendwelche Hoffnungen darauf bietet, ihnen den verlorenen Frieden wiederzugeben. Das wesentlichste Erfordernis scheint es mir zu sein, daß alle kriegführenden Staaten sich in gleicher Weise verpflichten, auf die Angliederung fremder Völker zu verzichten und Ich kann nur wiederholen, daß, wenn der Herr Präsident der Vereinigten Staaten bemüht sein will, seine Verbündeten auf dieser Basis zu rallieren (sic), auch Österreich-Ungarn alles aufbieten wird, um seine Verbündeten zu demselben Schritte zu bewegen. Es gibt nur mehr ein Friedenshindernis, welches nicht in offener Aussprache und wechselseitigem Einvernehmen zu lösen ist und das ist die Eroberungslust Italiens und Frankreichs. Wenn der Herr Präsident es erreicht, daß diese beiden Staaten auf ihre Eroberungspläne verzichten, so wird er dem Weltfrieden die Türe geöffnet haben.

87a.

**"Vineta-Fragment".  
Aufzeichnungen Kaiser und König Karls über die Monate Jänner bis April 1918**

o. O. o. D.<sup>1)</sup>

AOS, Tom II, Index 694, beglaubigte Kopie

*Stichwortartige Rekonstruktion politischer Vorgänge der Monate Jänner bis April 1918, die Kaiser Karl nach dem Zusammenbruch der Monarchie diktierte.*

[Jänner:].

Schwierige Verhandlungen in Brest Litowsk 2) - Trotzki<sup>3)</sup> hält sozialistische Reden, verzögert dadurch jede ordentliche Arbeit. Czernin beginnt nervös zu werden <sup>4)</sup>.

Grosse Approvisionnementsschwierigkeiten; Ungarn verspricht alles, aber halten? Mehrere Kronräte<sup>5)</sup> über dieses Sujet. In Ungarn stemmt sich die herrschende Clique weiter gegen Wahlreform. Partielle Ministerkrise in Ungarn. Minister Ugron<sup>6)</sup> ein ziemlich fragwürdiges Individuum (grosser Draher <sup>a)</sup>, dumme Bekanntschaft mit einer angeblich türkischen Prinzessin), Ackerbauminister von Mezössy<sup>7)</sup>, der einiger Schweinereien bezichtigt war (Geschäfte mit Pflügen) es wurde aber nie etwas erwiesen, ich halte ihn persönlich für unbedingt anständig, die Machinationen gegen ihn dürften politischen Motiven entspringen.

Das Pulver hat er aber nicht erfunden (seine Verordnung über den freien Einkauf, die das ganze Wirtschaftssystem umwarf), Graf Tivadar Bátorthy<sup>8)</sup>, ein mir ergebener großer Demagog. Es wäre für ihn besser gewesen, er wäre

---

<sup>1)</sup> Mit beigefügten Annotationen von Kaiserin Zita. Vermerk: Unter Diktat von Carl, tagebuchartige Notizen der wichtigsten Ereignisse von Jänner bis April 1918 und Charakteristika verschiedener Persönlichkeiten auf einen Briefblock mit dem Aufdruck "Vineta" 1918 (Jänner) Wie aus dem Text hervorgeht, wurde diese Zusammenstellung nach dem 11.11.1918, vielleicht als Entwurf zu Nr. 213 begonnen.

<sup>2)</sup> Verhandlungen von Brest Litowsk Jänner - Februar 1918

<sup>3)</sup> Trotzki Leo Dawidowitsch (Leile Bronstein). Vgl. dazu Deutscher, Stalin 1, 207-208.

<sup>4)</sup> Vgl. Bihl, Brest-Litovsk, 53-56; 61-63; 93-94.

<sup>5)</sup> Vgl. Komjáthy, Protokolle, 627-633: Kronrat vom 22.1.1918.

<sup>6)</sup> Gabriel Ugron von Abránfalva, 15.6.-20.8.1917 und 20.8.1917-25.1.1918 ung. Innenminister.

<sup>a)</sup> Umgangssprachlich: Nachtschwärmer.

<sup>7)</sup> Adalbert (Béla) von Mezössy, 15.6.-20.8.1917 und 20.8.1917-25.1.1918 ung. Ackerbauminister.

<sup>8)</sup> Theodor (Tivadar) Graf Batthyány de Németh-Ujvár, 15.6.-18.8.1917; 18.-20.8.1917 ung. Minister am Königlichen Hoflager; 20.8.1917-25.1.1918 ung. Volkswohlfahrtsminister; 30.10.-13.12.1918 ung. Innenminister.

seinerzeit bei der Marine geblieben, anstatt Politik zu treiben; er ist trotz seiner chauvinistischen Anlagen, ein begeisterter Offizier, war über Ernennung zum Corvetten - -Capitain sehr geschmeichelt, ein guter Christ. Minister Greczák <sup>9)</sup>, zu kurz im Amt. Diese Minister treten ab.

25. Jänner 1918.

Hierauf neue Minister: Toth,<sup>10)</sup> ein guter dicker ungarischer Bacsí <sup>a)</sup>, mit Energie. Szterényi,<sup>11)</sup>früher Stern, ein großer Streber, gescheit, energisch, mir sehr ergeben. Moritz Esterházy<sup>12)</sup>, Minister ohne Portefeuille, eigentlich mein Spitzel gegenüber dem unverlässlichen Wekerle<sup>13)</sup>; Minister ohne Portefeuille, Prinz Windischgrätz<sup>14)</sup>,in jeder Beziehung ein Kavalier, treten ein. In Österreich, speziell in Wien und Umgebung, grosse Arbeiteraufstände, inszeniert von Rußland, es werden auch einige Russen verhaftet<sup>15)</sup>.

Ministerpräsident Seidler<sup>16)</sup> beendet auf eine sehr geschickte Weise, ohne daß es zu Waffengebrauch gekommen war, den Streik durch Verhandlungen mit den Arbeitern; Conzessionen an Arbeiter nichtssagend. Großer Vortrag Seidlers, daß ihm Leute glauben. Arbeiter kamen, wutschnaubend zu ihm, wollten ihm auch unangenehme Sachen über seine Privatverhältnisse sagen, gingen aber befriedigt und ohne etwas vorzuhalten weg<sup>17)</sup>.

(Ysenburg)<sup>18)</sup>, Toggenburg<sup>19)</sup> eher schwach, aber sehr brav. Czernin<sup>20)</sup> über Wienerverhältnisse sehr aufgeregt, schicke Burián<sup>21)</sup> zu ihm, um ihn zu beruhigen; er kommt aber dennoch persönlich als angeblich rettender Engel. Schlägt vor, im Falle neuer Unruhen G.d.I. Fürst Schönburg<sup>22)</sup> zum Ministerpräsidenten und FML Bar[dolff]<sup>23)</sup> zum Minister des Inneren<sup>24)</sup>. Er erklärte, ich müsse sofort (nach Wien in die) Burg, damit "der Kapitän am Steuer stehe", in Wirklichkeit, damit den Palais in der Innenstadt nichts geschehe. Ich sage ihm, daß Burg eine Mausefalle, aber er [blieb]bei seiner Ansicht und wollte zum so und sovielten Mal demissionieren. Da er aber für den Rat von Fürsten sehr empfänglich ist, sandte ich ihm Schönburg, der ihm (auf meinen Befehl) riet, mich zu bitten, nach Baden zu übersiedeln. Dies geschah auch.

Am 22. war Kronrat wegen Ukrainisch - Polnischer Sache.<sup>25)</sup> Ich habe die Meinung geäußert, daß man den Ukrainern wenn es den Frieden brächte, auch die Teilung Galiziens zugestehen sollte. Weckerle und Burián opponierten heftig, ersterer wegen der "Integrität Ungarn", Hinübergreifen der ukrainischen Bewegung nach Ungarn, letzterer wegen der Austro - Polnischen Lösung. Es wird schließlich Geheimklausel angenommen, wenn soundsoviel Brot kommt.

Ich hatte großen Anstand mit Isabella<sup>26)</sup> Aus einer [Mittelung] des Herrn Castro an König Alfons<sup>27)</sup> erfuhren wir, daß Isabella an den König sehr ungünstig über die hiesigen Verhältnisse telegraphiert habe (Schwäche der Regierung, Straßenkrawalle etc.)<sup>28)</sup>.

---

<sup>9)</sup> Karl Greczák, 18.-20.8.1917 und 20.8.1917-25.1.1918 ung. Justizminister.

<sup>10)</sup> János von Tóth, 25.1.-8.5.1918 ung. Innenminister.

<sup>a)</sup> Bacsí = Onkel.

<sup>11)</sup> József Frh Szterényi von Brassó, 25.1.-31.10.1918 ung. Handelsminister.

<sup>12)</sup> Moritz (Móric) Graf Esterházy, ung. Ministerpräsident 15. 06. - 20. 08. 1917; Minister für Volkswohlfahrt ohne Portefeuille 25.1.-08. 05.1918, vgl. seine fragmentarischen Memoiren im HHStA, NL Moritz Esterházy

<sup>a)</sup> Bacsí = Onkel.

<sup>13)</sup> Alexander (Sándor) Wekerle, ung. Ministerpräsident, 20.8.1917-24.10.1918.

<sup>14)</sup> Ludwig Prinz zu Windisch-Graetz, ung. Minister ohne Portefeuille 25.1.-27.10.1918, Minister für Volkswohlfahrt 30. 07 - 30. 10. 1918; vgl. seine Memoiren, Vom roten zum schwarzen Prinzen. Mein Kampf gegen das k.u.k. System, Berlin 1920, 156-314 und Ein Kaiser kämpft für die Freiheit, Wien 1957, 29-30. Die Memoiren des Prinzen Windisch - Graetz haben den Charakter ihrer Gattung: sie sind Erinnerungen, die zum Teil nicht mit vorliegenden Dokumenten übereinstimmen, wie eine Kontrolle im FA Windisch - Graetz ergab.

<sup>15)</sup> Vgl. Neck 2, 202-203 (Nr. 394).

<sup>16)</sup> Ernst Seidler Ritter von Feuchtenegg, österr. Ministerpräsident 23.6.1917 - 24.7.1918. Vgl. Kosnetter, Seidler; Vgl. auch unseren Bd 1, Kap. IX, XVIII, XIX..

<sup>17)</sup> Kaiser Karl bezieht sich auf die Streiks in Niederösterreich, Wien und Steiermark am 17. und 19. Jänner 1918. vgl. Bihl, Brest-Litovsk, 87-89; Unfried, Arbeiterprotest und Arbeiterbewegung.

<sup>18)</sup> Viktor Prinz Isenburg, Sohn von Karl II. Fürst von Isenburg und der Ehn Maria Luise von Österreich.

Vgl. Annotationen Kaiserin Zitas: Es war damals öfters ein Prinz Ysenburg [sic] Viktor (Mutter war eine Erzherzogin von der Linie Toskana), der mit allerhand Kreisen Fühlung hatte. Dieser dürfte diese letzte Nachricht respektive Detail, gegeben oder bestätigt haben.

<sup>19)</sup> Friedrich Graf Toggenburg, österr. Innenminister 24.06.1917-11.07.1918

<sup>20)</sup> Vgl. Nr. 3.

<sup>21)</sup> Vgl. Nrn. 13, 20, 27.

<sup>22)</sup> Vgl. Nrn. 2., 3.

<sup>23)</sup> Carl von Bardolff. Vgl. Nr. 3 und seine Memoiren, Soldat im alten Österreich, Jena 1938, 304.

<sup>24)</sup> Vgl. zu diesen Vorgängen: Brief Kaiser Karls an den österr. - ung. Außenminister Ottokar Graf Czernin-Chudenitz vom 24.1.1918: "[...] will ich Ihnen mitteilen, daß ich G.d.K. Fürst Schönburg für eventuelle Übernahme des österreichischen Ministeriums für Sonntag zu einer Besprechung nach Baden zitiert habe. Ich fahre heute nach Pest, um die neuen Minister zu beeißen, bin Samstag wieder hier. Tisza war gestern in der ukrainischen Frage und der Trotzky Friedensfrage sehr vernünftig, nur gegen das rumänische Projekt ist er sehr eingenommen. Er schimpft sehr stark auf Deutschland und DOHL. [...]". Vgl. den Auszug dieses Briefes in ::Auktionshaus J. A. Stargardt, Berlin, Katalog 155, Teil 2, 239, Auktion vom 3. und 4.3.1994 (jetzt deutsche Privatsammlung). Vgl. auch NL Schönburg-Hartenstein, 278-280. Dazu ausführlich: Demblin, 60 (16.1.1918), 63 (23.1.1918), 65 (27.1.1918).

<sup>25)</sup> Vgl. Komjáthy, Protokolle, 627-633.

<sup>26)</sup> Isabella Ehn. von Österreich, geb. Prinzessin von Croy, Gemahlin von Eh. Friedrich Hzg. von Teschen. Vgl. dazu Nr. 213.

Ich ließ Fritz<sup>29)</sup> nach Budapest kommen, vermöbelte <sup>a)</sup> ihn dort ordentlich und drohte ihm, seine Frau zu internieren. Ein paar Tage später kam sie in Baden weinend zu mir und versprach mir, absolut nichts mehr dergleichen zu tun, worauf ich ihr die Strafe für damals nachsah.

Die Bourbonen<sup>30)</sup> wurden aus Görz gebracht, wozu Ferdinand von Bulgarien<sup>31)</sup> aus Bulgarien kam<sup>32)</sup>.

Er war Anfang Jänner bei mir; wutschnaubend, da ich durch mehrere Behörden ihm nahe legen ließ, daß bei seinen Fahrten durch Österreich durch seinen Hofzug nicht der ganze, ohnehin sich durch die Kohlennot so schwer abwickelnde Bahnverkehr gestört werden möge. Er hatte nämlich in einer Station bei Alcsut in drei Stunden siebenmal die Abfahrtszeit seines Zuges ändern lassen. Bei einer anderen Fahrt wieder, ließ er plötzlich die Route des Zuges ändern, wodurch fahrplanmäßige Züge stehen bleiben mußten. Das K[riegsministerium], welche Behörde auch in der Sache König Ferdinand eine Note gerichtet hatte, wurde von ihm in Sofia, ich glaube in Gegenwart des Obersten Tánczos<sup>33)</sup>, das gröblichste beschimpft. Oberst Tánczos ließ sich das gefallen, obwohl der König sich eine solche Tonart gegenüber dem österreichisch-ungarischen [Kriegsministerium] nicht hätte ungestraft erlauben können. Dies war der Beginn des Konfliktes Gesandten Otto Czernin<sup>34)</sup> mit Obersten Tánczos. Zur selben Zeit spielte auch die zweite Affaire Auffenberg. [Er] wollte unbedingt Theresienritter werden und behauptete, daß wenn das Kapitel dem Kaiser einen als Ritter vorschlagen würde, der Großmeister verpflichtet sei, den Orden zu verleihen. Dies ist aber nach den Statuten absolut falsch. Nebenbei fand auch später das Ordenskapitel die Schlacht bei Komarów als keine ordenswürdige Tat. G.d.I. Auffenberg ist einer der fragwürdigsten Subjekte in ganz Österreich. Es ist traurig, daß ein so hoher General, obwohl aufgefordert, es nicht der Mühe wert fand oder nicht den Mut hatte, seinen Prozeß, dessen Austragung der militärischen Gerechtigkeit ein Faustschlag ins Angesicht war, revidieren zu lassen<sup>35)</sup>.

Februar:

Hauptsächlichstes Ereignis: 8.II. Friedensschluß mit der Ukraine<sup>36)</sup>.

Nach Aussagen verschiedener diplomatischer Beamter, soll sich Graf Czernin durch deutschen General Hoffmann<sup>37)</sup> bereden haben lassen, den Frieden mit der Ukraine so leichtthin zu unterschreiben. Diese Herrn glauben, daß die jungen, sehr unerfahrenen Ukrainer bei etwas mehr Energie seitens Czernin auch ohne Geheimklausel den "Brotfrieden" unterschrieben hätten. Czernin war zu dieser Zeit mit seinen Nerven bereits gänzlich fertig. Er sekkerte seine Umgebung über alle Maßen, er soll sogar zu gewissen Zeiten nicht arbeitsfähig gewesen sein<sup>38)</sup>.

Sein militärischer Berater, Fmlt Csicseric<sup>39)</sup> sandte mir ein chiffiertes Telegramm<sup>40)</sup>, ich solle nicht erstaunt sein, wenn Czernin eines Tages vollkommen zusammenbrechen würde und ließ mich bitten, mich um einen Nachfolger umzuschauen. Czernin sah seinen Zustand selbst ein und bat mich nach seiner Rückkehr von Brest-Litowsk um einen längeren Urlaub, wobei er mich bat, der arme Tisza<sup>41)</sup> möge ihn während der Zeit vertreten. Er wollte aber auch von seinem Urlaubsorte aus die Führung im Großen von Ministerium des Äußeren beibehalten. Sehr merkwürdig war zu dieser Zeit die große Freundschaft Czernins zu Tisza, denn Czernin war ja früher ein großer Magyarenfresser. Zur selben Zeit begann auch seine übergroße Liebe zu den Deutschen, obwohl er noch vor zirka einem Jahr leise Separatfriedensgedanken hegte. Die höchste Potenz der Deuschtümelei erreichte er aber, als er in Rumänien die engste

---

<sup>27)</sup> Antonio de Castro y Casaléiz, ao. u. bev. spanischer Botschafter in Wien seit 12.3.1914; Alfons XIII. 1902-1931 König von Spanien.

<sup>28)</sup> Das Telegramm von Ehn Isabella dürfte nach dem 14.1.1918 abgeschickt worden sein (14.1.=Beginn der Streiks in Wien)

<sup>29)</sup> Vgl. Nrn 3., 20, 21, 213.

<sup>a)</sup> Umgangssprachlich: scharf zurechtweisen

<sup>30)</sup> Am 30. und 31.12.1917 wurden die in Castagnavizza (Görz) bestatteten Bourbonen zu den unbeschulten Karmeliten nach Wien XIX, Silbergasse transferiert, wo sie am 5.1.1918 provisorisch in der Krypta des Klosters beigelegt wurden und dort bis 1932 verblieben. Vgl. Edmund Daniek, Die Bourbonen als Emigranten in Österreich, Wien 1965 (= Österreich Reihe 287/289) 121-122; Hans von Urbanski, Asyl im alten Österreich, Wien 1990 (= Fundament Sondernummer) 35; vgl. auch Bericht im Fremdenblatt vom 6.1.1918, S. 5.

<sup>31)</sup> Vgl. Nrn. 20; 82.

<sup>32)</sup> An der feierlichen Zeremonie nahmen ferner teil: die Eh Leopold Salvator, Leo Karl, Wilhelm, die Ehn Blanka, Maria Dolores, Hzgn Maria Antonia v Bourbon v Parma, Przn Maria Anna v Bourbon v Parma, Elisabeth [Isabella] v Bourbon v Parma, Prz Felix und Prz René v Bourbon v Parma und Don Jaime III. (Carlos VIII) Hzg von Madrid.

<sup>33)</sup> Gábor (Gabriel) Tánczos, Oberst, Kommandant der 63. IBrig.

<sup>34)</sup> Otto Graf Czernin von und zu Chudenitz, Jänner 1917 - 4.11.1918 österr.-ung. Gesandter in Sofia, Bruder des Außenministers.

<sup>35)</sup> Vgl. Nr. 3 und bei Auffenberg - Komarów, Aus Österreichs Höhe und Niedergang, 489-492.

<sup>36)</sup> 8./9.2.1918 Friedensschluß der Mittelmächte mit der ukrainischen Volksrepublik "Brotfrieden". Vgl. Bihl, Brest-Litovsk, 120-128; 142-145 (Text); Meckling, Czernin, 278-283.

<sup>37)</sup> Max Hoffmann, Vertreter der DOHL bei den Friedensverhandlungen von Brest-Litowsk, vgl. dazu Nr. 213.

<sup>38)</sup> Vgl. Bihl, Brest-Litovsk, 108-109.

<sup>39)</sup> Maximilian Csicseric von Bacsány, Berater Graf Czernins, Feldmarschalleutnant, G.d.I. 1918, vgl. Nr. 21.

<sup>40)</sup> Wortlaut seines Telegrammes vom 20.1.1918: Demblin, 228-229, Anm. 247.

<sup>41)</sup> Vgl. Nrn 3., 20. Die Formulierung "der arme Tisza" deutet darauf hin, daß das Vineta - Fragment vielleicht erst nach der Ermordung Tiszas (30.10.1918) abgefaßt wurde.

Freundschaft mit Kühlmann<sup>42)</sup> anknüpfte. Noch zu dieser Zeit und auch späterhin war er ein Anhänger des Südslawischen Trialismus und zur Zeit seiner berüchtigten Ansprache an den Wiener Gemeinderat [2. April 1918] erwähnte er nichts mehr von dem beispiellosen Opfermut, den die Südslawischen Regimenter im Kriege aufbrachten und warf sie in einen Topf mit den Tschechen. Das ist die große Metamorphose eines kleinen Mannes, die zur Katastrophe (Rede an den Wiener Gemeinderat)<sup>43)</sup> führte.<sup>44)</sup>

Ich war in Homburg beim Deutschen Kaiser<sup>45)</sup> und besprach dort die leidliche polnische Frage.

Ich sagte ihm, es gäbe drei Lösungsmöglichkeiten: 1. die austro-polnische, 2. die germano-polnische, 3. die sogenannte Kandidatenlösung.

Ich war mit Kaiser Wilhelm vollkommen eins, daß die Kandidatenlösung für unsere Staaten die vorteilhafteste wäre. Die germano-polnische wurde von Haus aus verworfen. Der austro-polnischen Lösung hätte [er] vielleicht zugestimmt, natürlich unter gewissen Garantien für Deutschland. Ich entgegnete, daß letztere Lösung große Schwierigkeiten wegen der unbefriedigten Posner bringen würde. In diesem, vielleicht einzigen Punkt, war ich mit der DOHL d'accord. Als die Frage auf den Kandidaten kam, erwähnten wir einen Prinzen von Württemberg<sup>46)</sup> als katholischen Deutschen. Noch beim Auseinandergehen betonte ich, daß wir nur unverbindlich gesprochen hätten und daß ich dennoch, wenn auch à contre-coeur aus innerpolitischen Gründen der austro-polnischen Lösung den Vorzug geben müßte. Ich stand nämlich in der austro-polnischen Frage auf folgendem Standpunkt: diese Lösung ist kein Glück für uns, da sie den Keim eines

---

<sup>42)</sup> Richard von Kühlmann, 5.8.1917-16.7.1918 Staatssekretär des Deutschen Auswärtigen Amtes. Vgl. Scherer-Grunewald III, 415-416 (Nr. 286): Bukarest, 1918 Februar 24, Kühlmann an Hertling.

<sup>43)</sup> Vgl. die Rede des Grafen Czernin vor den Mitgliedern des Wiener Gemeinderates, in: Fremdenblatt Nr. 88, 3.4.1918 (Morgen - Ausgabe) 1-4.

<sup>44)</sup> Staatssekretär von Kühlmann informierte während der Friedensgespräche in Brest-Litowsk Graf Czernin von den österreichisch-ungarischen Kontakten mit den USA, die Heinrich Lammasch, im Auftrag des Kaisers mit Prof. George D. Herron vom 31.1.1918 bis 4.2.1918 in Schloß Hofgut bei Bern führte.. Vgl. HHStA, PA III, 175, fol. 28r-v: [...]. Professor Lammasch z. B. sagte dem bereits erwähnten nordamerikanischen Bevollmächtigten, Kaiser Karl wünsche nichts so heiß, als sich sobald als möglich aus Deutschlands Umklammerung zu befreien. Er fühle, daß es sonst mit Österreich zu Ende geht. Der Professor gab sich ohne weiteres als Vertrauensmann des Kaisers, für dessen guten Willen er mit bewegten Worten eintrat. Man dürfte aber nicht vergessen, sagte er, welche politischen, sozialen und nationalen Hemmungen diesem guten Willen entgegenstünden. Graf Czernin, versicherte er, hätte nicht das Ohr des Kaisers, im Gegenteil, er wäre ihm in Charakter und Temperament so unsympathisch, daß er sich seiner längst entledigt haben würde, wenn er Ellbogenfreiheit hätte. [...]" In der Reaktion auf diesen Alleingang des Kaisers im Friedensgespräch mit den USA änderte Graf Czernin seinen politischen Kurs (vgl. Bihl, Brest-Litowsk, 112). In der Annäherung an Deutschland provozierte er Frankreich mit seiner Rede beim Empfang des Wiener Gemeinderates im Auswärtigen Amt am 2. April 1918. Diese von Meckling (335-336) nur angedeutete Fakteninterpretation bestätigt der vorzüglichst informierte Schweizer Botschafter in Wien, Charles D. Bourcart in seinem Bericht an den Schweizerischen Bundespräsidenten Gustav Ardor vom 8. November 1918. Vgl. BAR, E 2300, Wien 33, fol. 109: "Den Brester Frieden betreffend erfuhr ich, aus naher Umgebung des Grafen Czernin, daß dieser einen Versöhnungsfrieden anstrebte und daß er mit Kühlmann zu dem Frieden, so wie er erfolgte, von den deutschen Militärs gezwungen wurde. Kühlmann habe, als er bemerkte, daß man von gewissen Stellen in Wien aus mit der Entente liebäugle, Czernin zu der gegen Clemenceau gerichteten Erwähnung veranlaßt, da er den Gegenschlag, den Clemenceau dann führte, im voraus richtig berechnete und durch seine Auslösung bezweckte, den separaten Machenschaften der Hofkreise ein Ende zu bereiten."

Diese Motivation bestätigte auch Baernreither: Kann, Sixtusaffaire, 21-22: „[...] Weiter erklärte mir Cz[ernin], warum er in seiner Rede die Sache von Clemenceau so vorgebracht. Es sei dies absichtlich geschehen, um alle diese giftigen Verbindungen abzuschneiden und für die Zukunft unmöglich zu machen.“ Frh Vgl. dazu auch George D. Herron, Heinrich Lammasch's suggestion for peace in Bern 1918, in: Heinrich Lammasch. Seine Aufzeichnungen, sein Wirken und seine Politik, hrsg. von Marga Lammasch und Hans Sperl, Wien 1922, 195: "[...] Meanwhile, Czernin had discovered through his agents that something had taken place on the occasion of Professor Lammasch's visit to Berne, and suspected the nature of our conversations. He hurried with his suspicions to Berlin. And Berlin served what was practically an ultimatum on Vienna. Kaiser Karl wavered, and then failed. The Decree was not signed, the letter to the Pope not written, the golden bridge not built. The war went on to the end that to-day predicates the disintegration of European civilisation".

Auch Graf Polzer-Hoditz war dieser Auffassung: "[...] Graf Czernin ganz allein hat seine frühere Friedenspolitik unter dem Einfluß der Herren aus Deutschland in Brest verlassen und sich ins Lager der preußischen Siegfriedensgenerale geschlagen". Vgl. Polzer-Hoditz, 630. Zum Antagonismus Czernin-Lammasch vgl. ebenfalls bei Polzer-Hoditz, 77, 208, 472. Zur Sixtus-Affäre insgesamt, ebd., 536-548, Anhang XIX, XX (628-632).

Über die Chancenlosigkeit einer Donaukonföderation unter habsburgischem Szepter aus Gesprächen Prof. Herrons mit Prof. Singer, vgl. Paulucci an Sonnino, Bern, 1918 Juli 31, in: DDI, Ser. 5, Vol. XI, 251 (Nr. 302): "Il Singer, che fu pure professore in America, è in rapporti personali col presidente Wilson. Egli, predice la caduta della dinastia asburgica e la rovina dell'attuale Impero Austriaco, cui dovrà succedere la grande Confederazione del Danubio colla Jugoslavia, la grande Romania, Confederazione cui saranno forzate di accedere la Bulgaria e l'Ungheria. Il Singer pensa che forse anche gli stessi tedeschi dell'Austria preferiranno far parte di questa Confederazione piuttosto che essere una quantità négligeable nell'impero germanico. Parlando della politica austriaca, il Singer ripeté più volte che il conte Czernin tradi e tradisce l'Imperatore Carlo e l'Austria. E' uno strumento a servizio esclusivo di Berlino. Nell'affare della lettera imperiale al principe Sisto egli scoprì a bella posta il sovrano per rendere impossibile qualsiasi avvicinamento tra l'Austria e l'Intesa. Egli tese così con finissima arte un tranello a Clemenceau, che ne fu vittima e vi cadde dentro ingenuamente, mentre credeva invece di avere riportato un grande successo."

<sup>45)</sup> Der Besuch in Bad Homburg bei Kaiser Wilhelm II. fand am 22. und 23.2.1918 statt.

<sup>46)</sup> Entweder Albrecht Eugen (1895-1954) oder Philipp Albrecht (1893-1975), die Söhne von Albrecht Hzg von Württemberg und der Margarethe Sophie Ehn von Österreich.

Konfliktes mit Deutschland in sich birgt. Ich war nie ein Freund der Unabhängigkeitserklärung Polens im Jahre 1916,<sup>47)</sup> nur weil Ludendorff<sup>48)</sup> Soldaten brauchte. Ich hätte die polnische Frage bis nach dem Friedensschluß offen gelassen, was viele unnütze Reibereien mit Deutschland vermieden hätte. Ich weiß aber ebenso, daß wenn ein selbständiges Königreich Polen geschaffen wird, Westgalizien für uns verloren ist, daher war es notwendig, wenn einem die austro-polnische Lösung direkt angeboten wird, sie aus Pflichtgefühl anzunehmen<sup>49)</sup>.

In der inneren ungarischen Politik wurde Popovich [sic]<sup>50)</sup> Finanzminister, ein äußerst braver, korrekter, schwarz - gelber Mann.

In der österreichischen Politik ging es wild zu. Die Polen waren durch den Brest - Litowsker Frieden tief verletzt, revolutionierten in Galizien<sup>51)</sup>.

Da lauter polnische Beamte im Land sind, konnte man eigentlich nichts Positives über die ganze Revolution erfahren. Seidler versuchte zu der Zeit die verschiedenen Nationalitäten an den Verhandlungstisch zu bringen. Auf der Basis: "Ihr könnt Alles haben, nur Dynastie und Staatstreue sind die einzigen Schranken." Zu der selben Zeit fällt auch die berühmte Audienz des Fürst-[...]Bischofs Jeglic<sup>52)</sup>, worin mir dieser Kirchenfürst erklärte, er werde die Südslawische Frage in dynastische Bahnen lenken. Ich sagte ihm, daß dies sein Vorhaben sehr löblich sei.

Nach dem mit den Ukrainern in Brest-Litowsk geschlossenen Frieden befaßte sich Trotzki und sein Anhang immer mehr mit der sozialistischen Propaganda. Es kam die säbelrasselnde Rede Hoffmanns<sup>53)</sup> und das Telegramm Kaiser Wilhelms<sup>54)</sup> worin er im Verein mit Hindenburg<sup>55)</sup> die bolschewikische Hetze im deutschen Heere sich verbat und Kühlmann beauftragte, die Verhandlungen abzubrechen. Dies war für uns ein kritischer Punkt und es hätte leicht zum Bruch mit Deutschland kommen können: Ich war damals in Siebenbürgen, als mir Czernin dies meldete<sup>56)</sup>.

Ich telegrafierte ihm, er müsse, wenn auch ohne Deutschland, die Verhandlungen fortsetzen. Es war also ein direkter Gegensatz zwischen beiden Herrschern entstanden. Zum Glück aber gelang es Czernin, vor seiner Abreise, mit den Russen auszumachen, daß der Kriegszustand de facto beendet sei<sup>57)</sup>.

Ich befahl auch meinen Truppen, den deutschen Vormarsch gegen Rußland nicht mitzumachen und willigte erst später, nach längerem Drängen der Ukrainer darin ein, Teile dieses Landes zum Schutze gegen Bolschewismus zu besetzen<sup>58)</sup>. Czernin ließ sich bei seiner Rückkehr aus Brest-Litowsk sehr feiern (Wiener Gemeinderat) und gedachte dabei wenig seines Kaisers<sup>59)</sup>.

In der Marine entstanden die bekannten Meutereien in Cattaro und die kleineren Fälle von Undisziplin in Pola<sup>60)</sup>. Die Schuld davon waren die zwei großen Wellen, die Europa überfluten: die bolschewistisch-sozialistische und die nationale (cechisch-südslawische), die sich hier trafen. Der Großteil der Mannschaft war ja anständig, aber durch das lange Nichtstun versumpert.<sup>a)</sup>

Dadurch hatten die Hetzer leichtes Spiel. Die höheren Offiziere waren schon alt und vielleicht nicht mehr der Lage ganz gewachsen, daher wurden die höheren Stellen stark verjüngt. Zur selben Zeit wurde Fzm. Graf Benigni<sup>61)</sup> abgeschossen<sup>b)</sup>.

Ich visitierte sein Corps in Bereczk, wobei er häufig weder die Aufstellungsorte seiner Truppen noch den Namen der Kommandanten wußte. Schon im Jahre [19]16 als Heeresfrontkommandant hatte ich bei einem Gegenangriff mein Augenmerk auf ihn gelenkt, aber ihm damals verziehen, da er viel bei den Truppen draußen war und diese ihn sehr verehrten.

März:.

In diese Zeit fällt der unglückselige Gewaltfrieden von Brest-Litowsk. Wir sind daran gänzlich unschuldig, mußten ihn nolens volens mitunterschreiben. Dies war die Glanzzeit Ludendorffs und des unglückseligen deutschen Militarismus. Die Ländergier Deutschlands ging damals so weit, daß durch künstliche Mittel, um noch vor Friedensschluß eine

---

<sup>47)</sup> Unabhängigkeitserklärung Polens 5.11.1916 (Königreich)

<sup>48)</sup> Erich Ludendorff, preuß. General, 29.8.1916-1918 Erster Quartiermeister bei der DOHL. Vgl. Nr. 213.

<sup>49)</sup> Wilhelm Eh von Österreich, 1917/18 österreichischer Thronanwärter für Polen. Nicht übereinstimmend Besprechungsprotokoll Kaiser Wilhelms II.: Scherer-Grünwald III, 410-413 (Nrn. 281, 283), Bad Homburg, 1918 Februar 22 und Kreuznach, Februar 23.

<sup>50)</sup> Alexander (Sándor) Popovics, 11.2.-31.10.1918 ung.Finanzminister

<sup>51)</sup> Vgl. Opitz-Adlgasser, 117-118, Anlage C (69).

<sup>52)</sup> Anton Bonaventura Jeglic, 1898-1939 Fürstbischof von Laibach.

<sup>53)</sup> Rede Hoffmanns, vgl. Bihl, Brest-Litowsk, 103-104 und 106-107.

<sup>54)</sup> Telegramm Kaiser Wilhelms vom 13.2.1918 vgl. Bihl, Brest-Litowsk, 106-107 und Bihl, Deutsche Quellen, 395-397.

<sup>55)</sup> Paul Hindenburg von Beneckendorf, ab 29.8.1916 Chef des Generalstabs des Feldheeres und der DOHL. Vgl. Nr. 213.

<sup>56)</sup> Vgl. Nr. 213.

<sup>57)</sup> Vgl. Bihl, Brest-Litowsk, 112-113.

<sup>58)</sup> Vgl. Bihl, Brest-Litowsk, 108-109, 110-118, 121.

<sup>59)</sup> Vgl. Nr. 213.

<sup>60)</sup> Vgl. Plaschka, Cattaro - Prag. Revolte und Revolution; ders., Innere Front 2, 224-234.

<sup>a)</sup> Umgangssprachlich: disziplinos, versumpft

<sup>61)</sup> Vgl. Nr. 20.

<sup>b)</sup> Umgangssprachlich: enthoben

gewissen Linie zu erreichen, der Zeitpunkt der Friedensunterzeichnung um kurze Zeit hinausgeschoben wurde. Das Manöver gelang glänzend<sup>62)</sup>.

Es wurden die Bemühungen zur Erreichung des Friedens fortgesetzt. Ich telegraphierte damals, auf irgend eine der vielen Reden Wilsons hin, durch den König von Spanien, er möchte uns jemanden zu Unterhandlungen herschicken. Hierauf erwiderte der Präsident, er möchte wenigstens im Großen unsere Friedensbedingungen wissen. Wir gaben ihm diese telegraphisch bekannt; worauf niemals eine Antwort erfolgte.

Czernin hat aber bei diesem Telegramm, wie leider so oft, gute friedliebende Sätze, die ich hineingeben wollte, derart herabgemindert und verklausuliert, daß die Sache wirkungslos verpuffte<sup>63)</sup>.

Gleichzeitig versuchte ich durch den Heiligen Vater Verhandlungen anzuknüpfen, indem ich einige Freundlichkeiten für Italien sagte (unbedingte Integrität der Monarchie, jedoch beiderseitige Grenzkorrekturen nicht ausgeschlossen)<sup>64)</sup>. Nuntius von München, Pacelli<sup>65)</sup> reiste sogar in dieser Angelegenheit nach Rom. Es kam die Antwort, ob die Italiener Gegenvorschläge machen können; dies wurde bejaht, jedoch kam keine Antwort mehr. Der Heilige Vater bemühte sich überhaupt immer auf das Wärmste für den Frieden. Ich glaube mich schmeicheln zu können, daß der Hl. Vater sein berühmtes Friedensangebot (August 1917) auch aus Liebe zu dem katholischen Österreich gemacht hat<sup>66)</sup>.

Ich trachtete immer durch Jesuitengeneral Ledochowski<sup>67)</sup>, Abt Bossart<sup>68)</sup>, Monsignore Gerlach<sup>69)</sup>, Fürst-[...]bischof Fürst Sapieha<sup>70)</sup> mit Kurie in Verbindung zu bleiben.

Prälat Seipel,<sup>71)</sup> den ich um diese Zeit empfang, bemühte sich, eine Besprechung der Katholiken der ganzen Welt, ob Freund oder Feind, in der Schweiz zusammenzubringen. Hiebei half ihm auch Hofrat Lammasch. Es gelang aber nur, die Katholiken unserer Mächtegruppen und die Neutralen zusammenzubringen. Das Resultat war, daß unsere Leute den Deutschen etwas den Kopf zurechtsetzten.

Zu dieser Zeit fällt auch der sogenannte Brief von mir an König Ferdinand von Rumänien<sup>72)</sup>.

Ein Brief meinerseits ist nie und nimmer geschrieben worden. Die Wahrheit ist folgende: Rumänien wollte mit uns anbandln.<sup>a)</sup> Ich schickte daher Oberst[en] Randa, der früher Militärattaché in Bukarest war, nach Rumänien. Die Rumänen erklärten, nur unter gewissen Bedingungen in Verhandlungen eintreten zu wollen. Diese Bedingungen waren meistens solche, die nur auf den Friedensverhandlungen hätten geregelt werden können (Dobrudscha, Grenzrektifikationen). Ich ließ König Ferdinand sagen, daß diese Bedingungen erst auf der Friedenskonferenz geregelt werden würden, daß ich aber nie und nimmer zu einer gewaltsamen Beseitigung der jetzigen Dynastie meine Zustimmung geben würde (Absicht Ludendorffs)<sup>73)</sup>.

Ob Graf Czernin diese meine Antwort Deutschland vorher mitteilte oder nicht, ist niemals geklärt worden.

Vielleicht hat Czernin seinem Busenfreund Kühlmann die Sache angedeutet und dieser hat sie wieder vergessen.

Während der folgenden Friedensverhandlungen mit Rumänien stand ich immer auf dem Standpunkt und habe es Czernin öfters befohlen, daß unsere Grenzrektifikationen niemals ein Hindernis für den Friedensschluß bilden dürfen. Dies ärgerte die Ungarn furchtbar, besonders Tisza, der erklärte, wenn ich auf meinem Standpunkt beharren würde, das Abgeordnetenhaus das Friedensinstrument werfen würde<sup>a)</sup>.

Czernin meldete mir, daß Wekerle sich mit meinem Standpunkt nicht einverstanden erklären könne; ich antwortete ihm, daß dies an meinem Befehl nichts ändern würde und daß Wekerle, wenn er die Verantwortung nicht tragen könne, gehen könne. Von Demission Wekerles hörte ich aber nichts mehr. Umso mehr heizte<sup>b)</sup>

---

<sup>62)</sup> Vgl. Bihl, Brest-Litowsk, 114-119. Die Unterzeichnung des Friedensvertrages fand am 3. März 1918 um 17.50h statt.

<sup>63)</sup> Vgl. Nrn. 80, 86 mit Anm. 1.

<sup>64)</sup> Vgl. Nr. 85.

<sup>65)</sup> Vgl. Nrn. 70, 73, 84.

<sup>66)</sup> Martini, 126-127.

<sup>67)</sup> Wladimir Ledóchowski SJ, 1915-1942 General der Gesellschaft Jesu. Vgl. HHStA, PA XI, 255, Varia 1916/17, fol. 92r-96r, Vitznam bei Luzern, 1917 Mai 30, Schönburg an Czernin: P. Ledóchowski SJ über die Revolutionsgefahr in Europa. Vgl. auch Giuliano Cassiani Ingoni SJ, P. Wlodimiro Ledóchowski. XXVI Generale della Compagnia di Gesù 1866-1942, Roma 1945.

<sup>68)</sup> Thomas Bossart OSB, Abt des Benediktinerklosters Einsiedeln. Vgl. HHStA, PA XI, 256, fol. 99r-100v, Luzern, 1918 Mai 11: Schönburg an Burián, Informationen aus den kath. Zentren von Einsiedeln und Zizers mit Kommentaren des Abtes von Einsiedeln und des Jesuitengenerals.

<sup>69)</sup> Vgl. Nrn. 31, 33, 74.

<sup>70)</sup> Adam Stephan Sapieha, 1911-1925 Bischof von Krakau, 1925-1951 Erzbischof.

<sup>71)</sup> Ignaz Seipel, Prälat; 1917-1919 o. Prof. für Moraltheologie an der kath.-theol. Fakultät der Wiener Universität. Dazu DAW, BIKO, Karton 11: Wien, 1918 Februar 5: Bericht Seipels über die Konferenz der IKV (= Interantionale Union katholischer Parlamentarier und Politiker) in Zürich vom 29. bis 31.1.1918, vgl. Rennhofer, Seipel, 118 über die Audienz Seipels bei Kaiser Karl am 15.2.1918 in Baden.

<sup>72)</sup> Vgl. Nrn. 3, 237.

<sup>a)</sup> Umgangssprachlich: sich nähern.

<sup>73)</sup> Maximilian v Randa, 5. und 15. Februar 1918: "Mission Randa" (Ehrenvolle Friedensbedingungen für Rumänien) vgl. auch Nr.213 und Alexander Randa, Die Bukowina in den Weltkriegen. München 1961. Vgl. auch Demblin, 66 und 231 (Anm 267); Scherer-Grunewald III, 329-330 (Nr. 214), Kreuznach, 1918 Februar 2: Lersner an Außenministerium: Czernin teilte Kühlmann mit, König Ferdinand von Rumänien hätte sich direkt an Kaiser Karl gewandt.

<sup>a)</sup> Umgangssprachlich: ablehnen.

<sup>b)</sup> Umgangssprachlich: antreiben



ich den Österreichern ein, unbedingt auf meinem Standpunkt zu stehen, was sie auch promptest taten. Wieder ein Zeichen, wie herrlich der Dualismus war!

Wekerle wollte, über Bitte Czernins, selbst zu den Friedensverhandlungen; ich verlangte, daß dann auch Seidler gehen müsse; hierauf fuhr keiner von beiden, sondern [es fuhren] nur die Ressortminister.

Bei diesen Friedensverhandlungen mußte ich immer wie ein Löwe für die österreichischen Interessen kämpfen, da Czernin damals im ungarischen Fahrwasser schwamm. Der Besuch Czernins bei König Ferdinand, der zu Tränen gerührt war und das in den Sattelheben Marghilomans<sup>74)</sup> waren unstreitig große Verdienste Czernins. Die von den Deutschen inszenierten Drohungen, gegen Rumänien militärisch vorzugehen, wenn es nicht gewisse Bedingungen erfülle, fanden nicht meinen Beifall, jedoch mußte ich die Sache des lieben Friedens willen mitmachen. Was Czernin und ich damals gegen übertriebene deutsche und bulgarische Forderungen arbeiten mußten, ist unsagbar.<sup>75)</sup>

Es ereignete sich ein sehr merkwürdiger Zwischenfall. Unsere Truppen und die Deutschen hatten die Ukraine besetzt; unsere und nicht die Deutschen hatten den wichtigen Handelsort Odessa besetzt. Daß der deutsche Kommandant Generalleutnant Kosch<sup>76)</sup> bald darauf mit zwei deutschen Bataillonen nach Odessa, um den Befehl zu übernehmen und hiemit den deutschen Besitz zu markieren kam, ändert an der Situation nichts. Unsere Truppen bemächtigten sich des Hafens und des Bahnhofs zu der Zeit, als die Deutschen noch um die Vororte herumkämpften. Diesem voreiligen General Kosch spielte das Schicksal arg mit; denn er fuhr direkt nach Cherson, um früher als unsere dort zu sein, wurde dort von den Bolschewiken umzingelt und erst nach dreitägigen harten Kämpfen von den unsrigen befreit. Das deutsche Gruppenkommando ging nach Kiew, unser Armeekommando nach Odessa. Die Deutschen verlangten zuerst zart, dann immer nachdrücklicher, daß unser Armeekommando dem deutschen Feldmarschall Eichhorn<sup>77)</sup> unterstellt werde. Wir stemmten uns immer dagegen. Endlich kam ein Telegramm Kaiser Wilhelms an mich, worin er auf Grund eines Paragraphen des Abkommens über den gemeinsamen Oberbefehl<sup>78)</sup> mich ersuchte, meine Armee den Deutschen zu unterstellen. Dieser Paragraph sagte nämlich, wenn Truppen der verschiedenen Verbündeten eine gemeinsame Operation unternehmen, so kann der deutsche Kaiser als Bundesfeldherr den Oberbefehlshaber nominieren. Ich antwortete ihm ganz kurz, die Unternehmung gegen die Ukraine sei keine Operation, sondern nur eine Maßnahme zur Aufrechterhaltung der Ordnung und ich könne daher seinem Vorschlag nicht zustimmen.<sup>79)</sup> Die Deutschen waren daraufhin ruhig und das Land wurde in zwei Okkupationsgebiete geteilt.

Der Nagyvárader Griechisch - Orientalische Bischof Demeter Radu<sup>80)</sup> war bei mir, brachte mir einige meiner Ansicht nach sehr gerechtfertigte Wünsche der Rumänen vor, hauptsächlich wegen der Wahl eines Metropoliten. Ich übergab die Bitte Apponyi,<sup>81)</sup> der natürlich gar nichts machte.

Wieder der ungarische Chauvinismus, der uns an den Rand des Abgrunds brachte!

Ich empfang den Kardinal Skrbensky,<sup>82)</sup> den ich bat, den hypernationalen Bischöfen von Galizien den Kopf zu waschen. Der ärgste von ihnen war Pelczar<sup>83)</sup> von Przemyśl, der nach militärischen Aussagen hochverräterische Reden gehalten haben soll. Politische Behörden und er leugnen dies. Skrbensky versprach, sein Möglichstes zu tun, ich glaube aber nicht, daß die Rute zu hart war, denn Skrbensky macht keinen sehr energischen Eindruck.

In der Wahlrechtsfrage geht die Sache gar nicht vorwärts. Ich versuchte, Tisza und Andrassy<sup>84)</sup> zu einem Waffenstillstand zu bewegen, d.h. die Wahlreform und die Auflösung des Hauses zu ajourieren und mittlerweile vereint die für das Wohl des Landes notwendigen Gesetze durchzuführen. Es gelang aber nicht.

Major Fleischmann<sup>84)</sup> den sie beim Oberbefehl Ost hinausgedrückt hatten, weil er zu viel wußte, kam zu mir. Er erzählte mir sehr Interessantes, hauptsächlich, daß Ludendorffs Frau<sup>85)</sup> jüdischen Ursprunges und der Schwerindustrie nahestehe. Ich ließ den Kriegsminister<sup>86)</sup> und beide Landesverteidigungsminister<sup>87)</sup> und Generaloberst Hazei<sup>88)</sup> zu mir

---

<sup>74)</sup> Alexandru Marghiloman, 5.3.-23.10.1918 rumän. Ministerpräsident, dazu: Singer, Czernin, 279-287 und 359-362. Scherer-Grunewald III, 419-421 (Nrn. 290, 291); Bukarest, 1918 Februar 25: Kühlmann an Hertling; Scherer-Grunewald IV, 25-27 (Nr.22): Bukarest, 1918 März 14: Kühlmann an Grünau; Scherer-Grunewald IV, 34-36 (Nr. 24): Bukarest, 1918 März 16: Kühlmann an Außenamt.

<sup>75)</sup> Vgl. Rauchensteiner, 545, ohne Quellennachweis, despektierlich. Dazu die einschlägigen Dokumente: Scherer-Grunewald III, 422-425 (Nrn. 292-295), 430-437 (Nrn. 298, 301-304); Scherer-Grunewald IV, 37-38 (Nr. 26): Kreuznach, 1918 März 16: Intervenierendes Telegramm Kaiser Karls an Kaiser Wilhelm..

<sup>76)</sup> Robert Kosch, dtsh. G.d.I.

<sup>77)</sup> Hermann von Eichhorn, FM, General und Oberbefehlshaber der deutschen 10. Armee, seit 18.12.1917 GFM. Vgl. ÖUIK 7, 127-129; Arz, Zur Geschichte des großen Krieges, 240-241; Mackensen, Briefe und Aufzeichnungen, 349 (verwischt, nicht spezifiziert).

<sup>78)</sup> Abkommen vom 7.9 und Dezember.1916, vgl. Rauchensteiner, 368.

<sup>79)</sup> Vgl. Österreich-Ungarns letzter Krieg 7, 130: Die Telegramme wurden am 16. und 17. März 1918 gewechselt.

<sup>80)</sup> Demeter Radu, 1903-1920 griechisch-orientalischer Bischof von Nagyvárád (Großwardein).

<sup>81)</sup> Vgl. Nr. 82.

<sup>82)</sup> Leo Frh Skrbensky z Hriste, 1916-1920 (Resignation) Fürsterzbischof von Olmütz.

<sup>83)</sup> Joseph Sebastian Pelczar, seit 1903 Bischof von Przemyśl.

<sup>84)</sup> Vgl. Nr. 118, Nr. 131.

<sup>84)</sup> Moritz Fleischmann von Theissruck, Major im Generalstab 1917, Verbindungsoffizier zwischen Oberkommando Ost, DOHL und AOK.

<sup>85)</sup> Margarethe Ludendorff, geb. Schmidt, 1908-1925 (geschieden) Gemahlin von General Ludendorff. Sie war die Tochter des Berliner Fabrikbesitzers Karl Schmidt.

<sup>86)</sup> Rudolf Edler von Stöger-Steiner-Steinstätten k u k . Kriegsminister 12.4.1917-11-11-1918

kommen und befahl ihnen die Beurlaubung der Jahrgänge 66, 67 und 68. Es ist daher unwahr, daß das Volk diese Erleichterung den Abgeordneten verdankt. Ich sah den Oberleutnant Baron Morsey,<sup>89)</sup> der früher der Erzieher der Kinder von Onkel Franz<sup>90)</sup> war, dann im Felde verwundet wurde und schließlich bei der diplomatischen Vertretung in Lublin zugeteilt war. Er erzählte mir unerhörte Geschichten über das Militärgouvernement Lublin und über das Verhalten einiger.<sup>91)</sup> Er erklärte, für das, was er sagte, mit seinem Namen einzustehen. Vieles stellte sich nachher als wahr heraus. Obwohl der Generalgouverneur<sup>92)</sup> über Morseys Anzeige sehr erbost war, wurde verbessert und einiges wurde verschwammelt,<sup>a)</sup> ich halte den jungen Morsey für einen sehr anständigen Menschen.

In Ungarn wird immer mehr auf die selbstständige Armee hingearbeitet, obwohl sich alle höheren Frontgenerale bis auf Joseph<sup>93)</sup> dagegen aussprachen. Kriegsminister ist dafür, jedoch bei genauer Präzisierung der Kommandogewalt. Ich stehe auf dem Standpunkt, daß, wenn nach dem Krieg der unglückselige Dualismus aufrecht erhalten bleibt, man schon in Anbetracht der vorzüglichen Haltung der ungarischen Truppen im Kriege, das Entstehen der selbstständigen ungarischen Armee nicht verhindern kann. Kommt es aber, und dies hat mir immer als das Wahrscheinlichste geschienen, zu neuen Staatenbildungen, dann ist die Sache ohnehin gegenstandslos. Bei Behandlung der Frage ist die Hauptsache: Erstens Zeitgewinnung durch Hinausschieben bis nach der Demobilisierung. Zweitens endlich klare Präzisierung der Kommandogewalt. Zu beachten ist auch noch das unbedingte Recht des Königs zur Transferierung von Offizieren innerhalb beider Armeen; das Recht der Dislocation unbeschadet der Grenzen der Staaten; gemeinsame anationale Generalität, gemeinsamer Generalstab; die ungarische Dienstsprache ganz durchgeführt, jedoch muß jeder Offizier, der Oberleutnant werden will, unbedingt deutsch können; alle Dispositionen auch in kleineren Verbänden müssen deutsch verfaßt sein, ebenso ist bei Übungen und Besprechungen von der Brigade aufwärts, die deutsche Sprache zu gebrauchen; im Gefechte muß es dem Offizier und länger dienenden Unteroffizieren ganz gleich sein, ob sie deutsch oder ungarisch kommandieren.

Die Wahlreformsache steht weiter nicht gut; es scheint auf ein beiden Teilen befriedigendes Kompromiß hinauszulaufen; ich mußte, des lieben Friedens willen, auf die Carl - Truppen - Kreuz Männer verzichten.

In Österreich sind die Polen noch immer sehr böse, ich trachte sie zu beruhigen. Es ist nicht wahr, daß Hofrat Pantz<sup>94)</sup> durch Vermittlung der Frau Seidler<sup>95)</sup> Präsident des Ernährungsamtes wurde; vielmehr ist die Wahl deshalb auf ihn gefallen, weil er die Verpflegung der Eisenbahnbediensteten während des Krieges musterhaft geführt hatte.

Meine Reise nach Nordböhmen<sup>96)</sup> war die Quelle zahlreicher Fâchés<sup>a)</sup> von Abgeordneten und Aristokraten, da sie nicht rechtzeitig von meinem Kommen verständigt worden sind. Ich finde dies eine namenlose Dummheit, da man erstens in einer durch Arbeit so überbürdeten Zeit, eine Kaiserreise nicht Monate vorher ansagen kann; zweitens, jene Fahrt nicht der Ordens- und Redesucht gewisser Persönlichkeiten, sondern der Linderung der Not der armen Bevölkerung galt.

[April]:

Der Monat April fing mit der unglücklichsten Geschichte des ganzen Krieges, der sogenannten Clemenceau-Affaire an, die ja bis zu einem gewissen Grade die Vorläuferin des jetzigen Umsturzes war. Die ganzen Details dieser Affaire sind ja leider nur zu bekannt; jedoch den wahren Sachverhalt weiß niemand, ja auch Czernin nicht.<sup>97)</sup>

Der Brief in der Fassung, wie ihn H[err] Clemenceau<sup>98)</sup> veröffentlicht hat, ist der richtige:

Die Sache verhält sich folgendermaßen: Im Frühjahr 1917 waren meine beiden Schwäger Prinz Sixtus und Xavier von Parma über ausdrücklich schriftlich geäußerten Wunsch des Ministers des Äußeren bei mir in Laxenburg, um mit Frankreich über Frieden zu verhandeln<sup>99)</sup>. Da durch die Langeweile Czernins die Verhandlungen, die er in meinem Beisein mit ihnen führte, zu keinem Resultat zu führen schienen, verfaßte ich ohne Kenntnis Czernins den gewissen Brief.<sup>100)</sup> Dieser Brief bewegte sich aber vollkommen in der Linie der Politik Czernins, denn einige Wochen später trug

---

<sup>87)</sup> Karl Frh Czapp - Birkenstetten, FML, k.k. Minister für Landesverteidigung 23. 06. 1917-27. 10. 1918; Alexander (Sándor) von Szurmay, G.d.I., k.Honvéd- Minister 12. 06.1917-1918.

<sup>88)</sup> Samuel Frh von Hazei, GO, Chef des Ersatzwesens für die gesamte bewaffnete Macht. 19.2.1917 - 1918

<sup>89)</sup> Frh Andreas Morsey, 1917 im Außenministerium, zugeteilt in Lublin.

<sup>90)</sup> Vgl. Nr. 1, Nr. 3.

<sup>91)</sup> Vgl. zum Generalgouvernement in Lublin vor allem bei Arthur Hausner, Die Polenpolitik der Mittelmächte und die österreichisch-ungarische Militärverwaltung in Polen während des Weltkrieges, Wien 1935; Lemke, Allianz und Rivalität.

<sup>92)</sup> Die österreichischen Generalgouverneure in Lublin waren: GM Baron Erich Diller (1.9.1915-22.4.1916), FZM Karl Kuk (1.5.1916-23.4.1917), Oberst Stanislaus Graf Szeptycki (24.4.1917-20.2.1918) und GdI Anton Lipóscak (21.2.1918-Ende Oktober 1918).

<sup>a)</sup> Umgangssprachlich: unterlassen, verwischt.

<sup>93)</sup> Joseph August Eh von Österreich, GO, FM.

<sup>94)</sup> Ferdinand von Pantz, 1918 Präsident des Ernährungsamtes

<sup>95)</sup> Therese Seidler von Feuchtenegg, geb. Völkl, vgl. Kosnetter, Seidler, 3.

<sup>96)</sup> 25.-27.März 1918 Reise in die Notstandsgebiete Böhmens. Vgl. HHStA; OMeA 1918, 65/13; KA, GASM 1918, 21/9; Fremdenblatt Nr. 81 vom 26. März 1918.

<sup>a)</sup> Zwistigkeiten, Unzufriedenheit

<sup>97)</sup> Vgl. Nrn. 34, 34A und Nr. 35 mit den textkritischen Anmerkungen aus dem Entwurf, den Czernin besaß.

<sup>98)</sup> George Clemenceau, 17.11.1917-18.1.1920 frz. Ministerpräsident und Kriegsminister.

<sup>99)</sup> Vgl. den Brief Czernins an Kaiserin Zita vom 17.2.1917, in: Polzer-Hoditz, 324-325.

<sup>100)</sup> Vgl. Nr. 35. Zu den Verhandlungen vgl. Polzer-Hoditz, 327-331.

ich mit Kenntnis Czernins dem Deutschen Kaiser an, daß, falls er zu Konzessionen in Elsaß - Lothringen bereit ist, ich ihm Galizien als recompence geben würde.<sup>101)</sup>

So ein Preis wäre also für den uns so notwendigen Frieden gezahlt worden! Ich sehe in diesem Brief keine Bündnisuntreue, sondern die bis zur Selbstaufopferung reichende Bündnistreue. Bei Übergabe des Briefes sagte ich dem Prinzen Sixtus ausdrücklich: dem Präsidenten Poincaré<sup>102)</sup> bei Überbringung der Message zu erklären: daß, falls etwas durch Frankreichs Schuld herauskäme, ich den ganzen Brief auf das Entschiedenste leugnen würde und zum Beweis meiner Bundestreue gegen Deutschland gezwungen wäre, Divisionen in den Westen zu werfen. Weiters bat ich den Prinzen, das Original des Briefes bei keinem der Machthaber der Entente zu belassen, sondern ihn selbst aufzuheben, daher konnte Clémenceau niemals die volle Autentizität des Briefes beweisen.<sup>103)</sup>

Die unglückselige Affaire fing folgendermaßen an. Ungefähr im Februar meldete mir Legationsrat Graf Demblin,<sup>104)</sup> daß Herr Clémenceau nur dann bereit sei, mit uns zu sprechen, wenn auch die Frage Elsaß - Lothringen angeschnitten wird. Graf Czernin versicherte, unter solchen Umständen nicht mit ihm verhandeln zu können; ich erfuhr die ganze Sache post festum und glaubte, daß es sich um eine direkte Anfrage Clémenceaus gehandelt habe, wußte daher nicht, daß die Sache via Revertera,<sup>105)</sup> dessen Mission ich schon längst beendet glaubte, gegangen war. Aus diesem Grunde und weil ich nicht wußte, daß Seidler nicht von der Absicht Czernins, über innerpolitische Sachen zu reden, unterrichtet war, legte ich kein Veto gegen diese unheilvolle Ansprache an den Wiener Gemeinderat ein,<sup>106)</sup> obwohl ich mit deren provokatorischen Ausdrücken nicht ganz einverstanden war. Damals waren eben die Menschen durch den Siegestaumel wie blind und man erreichte nur das Gegenteil, wenn man sie zur Vernunft wies. Ich glaubte auch, daß Clémenceau auf diese Enthüllungen Czernins gar nichts antworten würde, da ich überzeugt war, daß Frankreich es nur billigen würde, daß Clémenceau, ohne das heißersehnte Kriegsziel Elsaß - Lothringen zu erreichen, keinen Frieden schließen würde. Übrigens wurde mir die ganze Rede, nach einem sehr anstrengenden Tage abends, während der Fahrt zur Front überreicht.<sup>107)</sup> Der außenpolitische Erfolg respective Mißerfolg dieser Rede ist allbekannt.<sup>108)</sup>

Der innerpolitische war der, daß die zarten Fäden, die sich zwischen Deutschen und Slaven für die Erreichung eines Modus vivendi angespannen hatten, jäh zerrissen. Der "furor teutonicus" war losgebrochen, die Slaven aufgebracht und beleidigt. Das Ministerium Seidler, das bis dahin von Erfolg zu Erfolg geschritten war, trug nun den Todeskeim in sich. Ich verstehe Graf Czernin in der ganzen Sache nicht; er war halt eben nicht ganz normal. Er, der da wußte, daß nicht Clémenceau der Initiator dieses Schrittes war, sondern daß er eine Fortsetzung der Aktion Revertera war, mußte voraussehen, daß dadurch Graf Revertera und Graf Armand<sup>109)</sup> compromittiert würden und damit auch jeder Staat der Entente abgeschreckt würde, mit uns geheime Verhandlungen zu pflegen. Es würde heißen, daß Österreichs Diplomatie nicht vertrauenswürdig ist, und man daher diesen Staat seinem Schicksal überlassen soll. Weiters mußte er wissen, daß, wenn die Sache Armand - Revertera aufs Tapet kommt, Umgangssprachlich: ans Licht, an die Öffentlichkeit, auf die Tagesordnung kommen.

auch die von ihm entrierte Aktion der beiden Prinzen ans Tageslicht gefördert wird, was selbstverständlich [die] Stellung der Kaiserin, und dadurch meine Stellung sehr erschweren würde. Endlich verstehe ich nicht, wie der Minister des Äußeren, der das Wort "Verantwortlichkeit" zehnmal täglich im Munde führte, eine so grobe Gesetzesverletzung begehen konnte, Seidler nicht über seine Rede zu informieren. Obwohl Graf Czernin aus den Verhandlungen mit den Prinzen und in Homburg wissen mußte, welcher Brief der richtige ist, verlangte er von mir das Ehrenwort, daß der Brief so gelautet habe, wie ich ihn ihm nach der Ankündigung Cl[émenceaus] über die Veröffentlichung meines Briefes gezeigt hatte, ich gab ihm dies Ehrenwort,<sup>110)</sup> weil ich sah, daß Czernin damals nicht ganz normal war (es war

<sup>101)</sup> Vgl. Meckling, 183-185; Nr. 38, Anm. 4.

<sup>102)</sup> Raymond Poincaré, vgl. Nr. 35.

<sup>103)</sup> Vgl. Sixte de Bourbon, L'offre de paix séparée, 96-119.

<sup>104)</sup> August Graf Demblin, 8.1.1917 Berufung ins Ministerium des Äußeren. Vgl. seine Darstellung der Sixtus-Affäre: Czernin und die Sixtus Affaire.

<sup>105)</sup> Nikolaus Graf Revertera von Salandra. Über die Friedensmission Revertera-Armand vgl. Engel-Janosi, Die Friedensgespräche Graf Nikolaus Reverteras mit Comte Abel Armand 1917/18, 369-381 und Steglich, Die Friedensversuche, XIII-XXXVIII, 1-93; vgl. auch Nr. 56.

<sup>106)</sup> Vgl. Ansprache Czernins an den Wiener Gemeinderat, in: Reichspost, 25. Jg., Nr. 150 vom 3. April 1918, 2-4.

<sup>107)</sup> Es dürfte sich hier um einen Irrtum des Kaisers handeln. Laut KA, GASM 1918, 21/10 und Fremdenblatt vom 2. April 1918 war der Kaiser in Wien. Die Abreise des Kaisers an die Südfront erfolgte erst am 3. April 1918, Mittwoch nach Ostern. Kaiserin Zitas diesbezügliche Tagebucheintragung vgl. bei Brook-Shepherd, Um Krone und Reich, 172. "Bevor Kaiser Karl sich zur Ruhe legte, las er das Manuskript und hatte angesichts des Inhaltes eine Reihe von Einwänden, besonders bei jenen Stellen, wo Graf Czernin sich mit Dingen befaßte, die in die Kompetenz anderer Minister gehörten. Was die Anspielung auf Clémenceau betraf, so war es der erste Eindruck des Kaisers, daß Graf Czernin von etwas Neuem sprach, das er soeben erst mit den Franzosen erörtert hatte. Kaiser Karls Reaktion war: "Du lieber Himmel, das sind ja bolschewistische Methoden, Geheimnisse wie dieses preiszugeben! Die Sixtus-Verhandlungen, die seit fast einem Jahr ad acta gelegt waren, kamen ihm gar nicht in den Sinn. Jedenfalls machte der Kaiser zahlreiche Notizen zu der ihm vorgelegten Rede und wollte die ganze Angelegenheit am Morgen erledigen. Als jedoch am nächsten Morgen der Hofzug in Wien ankam, hatte Czernin seine Rede bereits gehalten".

<sup>108)</sup> Vgl. Nrn. 90, 92, 94.

<sup>109)</sup> Abel comte Armand frz. Major d. R., zugewiesen dem deuxième bureau de l'état major de l'armée.

<sup>110)</sup> Dazu Nr. 34. Vgl. AOS Tom II, Index 693, beglaubigte Kopie: "Ich gebe meinem Minister des Äußeren mein kaiserliches Ehrenwort, daß Ich nur einen Brief an den Prinzen Sixtus von Bourbon geschrieben habe, und daß die dem Minister des Äußeren übergebene Copie des Briefes wortgetreu und autentic ist. [Vgl. Nr. 35, Anm. und Textkommentar Prinz Parma hat von Mir keine

am Tage vor seinem Abtritt) und weil die von ihm angedrohte Bekanntgabe des wahren Inhaltes an Deutschland im besten Fall zu einem schweren Conflict mit diesem Staat geführt haben würde, wenn nicht zu einem Krieg, und ich schließlich auch die Verhandlungen mit dem Deutschen Kaiser über Elsaß - Lothringen - Galizien nicht der hiesigen Öffentlichkeit verraten konnte.

Czernin sagte damals, er brauche die ehrenwörtliche Erklärung zu seiner persönlichen Deckung. Die verkehrte Welt. Interessant ist auch, daß Czernin die ehrenwörtliche Erklärung, eigenhändig geschrieben, bereits aus Wien mitbrachte.<sup>111)</sup>

Bevor wir noch die so deutschfreundlichen Telegramme<sup>112)</sup> und Communiqués losließen, war die Freude über den Brief in Böhmen ungeheuer; 10.000 Huldigungstelegramme sollten abgeschickt werden, man erwartete uns stündlich in Prag und hoffte auf baldige Krönung. Als die Dementis kamen, war alles vorbei. Es wirft sich die Frage auf, warum man damals nicht nach Prag ging. Eine solche Handlung meinerseits wäre gerade für Böhmen eine Katastrophe gewesen; Deutsch - Österreich hätte sich empört - es hing ja damals so schon an einem Haar - Deutschland hätte uns den Krieg erklärt und das reiche Böhmen wäre Kriegsschauplatz geworden.

## 87 B.

### Aperçu zur „Sixtusaffaire“. Aus den Tagebüchern von Kaiserin und Königin Zita

o. O., o. D.<sup>1)</sup>

P.A.H., Kasette 22 (128), maschinschriftlich.

Druck: in Auszügen und referierend: Brook-Shepherd, Um Krone und Reich, 179-185; Grieser-Pecar, Die Mission Sixtus, 281-301.

*Stichwortartige Darstellung von Ereignissen der „Sixtusaffaire“ (10.03.-14.04.1918). Nach dem Zusammenbruch der Monarchie aus dem Tagebuch maschinschriftlich zusammengefaßt.*

Vor dem 10. März<sup>2)</sup> Warnung vor einem Complot. Alle Papiere verbrannt. Graf Cz[ernin] wird immer unerträglicher, sprunghaft, oberflächlich, nervös. Wollte Kaiser im Jänner durchaus dazubringen, nach Wie[n] [zu] übersiedeln. „Nein, lieber Cz[ernin], in diese Mausefallen gehe ich nicht!“ Damit, wenn Palais angegriffen, geschossen werde. Also Leute totgeschossen, angeblich wegen Kaiser, wirklich wegen Palais!<sup>3)</sup> Brest-Litowsk, grosse Freundschaft mit deutsch[em,] General Hoffmann<sup>4)</sup> Dort Complot ausgeheckt. Generale, Statthalter oder hohe Statthaltereiräte, öst[erreichische] und ung[arische] Adelsverschwörung, Erzherzöge<sup>5)</sup>.

Rede von 2. April: er so heiklig für Kompetenzen, sagt kein Wort Ministerpräsident<sup>6)</sup> wegen innerpolitischem Inhalt (Slaven). S. M. so spät erhalten, konnte nicht mehr durchlesen. Rede u[nd] Forum vom Zaun gebrochen<sup>7)</sup>.

---

Ermächtigung erhalten, den Brief der französischen Reg[ierung] zu zeigen. Belgien wurde gar nicht erwähnt und der Absatz über Elsaß-Lothringen ist in dem Entwurf Clemenceaus gefälscht. [Ehrenwort in der Handschrift Czernins Karl [eigenhändige Unterschrift, Baden, den 12. April 1918

Dazu auch Vermerk von ebenda: Kaiserin Zita: "Ich persönlich erinnere mich daran, auch mir sagte er, der Kaiser solle erklären, er habe in der letzten Zeit schon öfters an geistigen Abwesenheiten gelitten. Czernin würde dann "Eiserner Kanzler" werden und alles mit den Deutschen in Ordnung bringen"

Vgl. Griesser-Pecar, Die Mission Sixtus, 293-299 mit Datum 13.4.1918

<sup>111)</sup> Zur Darstellung von Czernins Standpunkt offiziell: Singer, Czernin, 290-305; Zum Versuch Czernins, seine Verantwortlichkeit auf Graf Tamás Erdödy abzuwälzen: Erdödy-Memoiren, 112-122.

Zur Kontroverse von 1920, als die Diskussion um die Sixtus-Briefe wieder entflammt war, vgl. Reichspost 27. Jg., Nr. 54 vom 15.2.1920, S. 3: "Czernin und die Sixtusbriefe. Ein erpreßtes Ehrenwort Kaiser Karls?" mit Erklärungen Albin Schagers von Eckartsau.

<sup>112)</sup> Vgl. diese Telegramme Kaiser Karls an Kaiser Wilhelm vom 10.4.1918, in: HHStA, PA I, 523, fol. 29 und fol. 30.

<sup>1)</sup> Wie aus den Bemerkungen zu den Publikationen Cramons und August Demblins erkennbar, entstand die vorliegende Zusammenfassung nach dem 25.06.1920 (=Erscheinungsdatum der Broschüre Demblins).

<sup>2)</sup> Kaiserin Zita wurde am 10.03.1918 im Sanatorium Guttenbrunn in Baden bei Wien von ihrem Sohn Eh Ludwig Viktor entbunden.

<sup>3)</sup> Vgl. Nr. 87a.

<sup>4)</sup> Max Hoffmann, vgl. Nr. 87a.

<sup>5)</sup> Vgl. Nr. 213.

<sup>6)</sup> Ernst von Seidler.

<sup>7)</sup> Vgl. unser Kapitel XVIII, Die Zerstörung des Kaisers.

3. April: Clem[enceau] antwortet „Cz[ernin] lügt!“

4. April: Unerhörter Vertrauensbruch, Cz[ernin] enthüllt Armand-Revertera Besprechungen<sup>8)</sup>.

6. April: Clem[enceau] spielt an, droht vorsichtig mit der Enthüllung einer Negotiation „par un personnage d'un rang fort au-dessus du sein!“.

7. April: Daraufhin reizt Cz[ernin] Clem[enceau] zum äußersten, deckt rücksichtslos die ganze Armand-Revertera Angel[egenheit] auf. Stellt en plus und gratis die im Auftrag der eng[lischen] Reg[ierung] gemachten Besprechungen Smuts-Mensdorff blos<sup>9)</sup>. Gibt „personnage“ zu – und reist nach Bucarest ab!

9. April: Clemenceau sagt, er hat zwei Briefe S. M. 1. Friedensangebot mit Elsass-Lothringen, 2. „mit Minister einig“. (Ist nicht im Brief, basiert [...] auf Begleitnote.)

10. oder 11. April: Communiqué Cz[ernin]<sup>10)</sup>. Es existiert kein Brief. (Er selbst hat den vom 9. Mai!)<sup>112)</sup>. Behauptung der politischen Anschauungen „unsinnig, da sie gegen alle öff[entlichen] Reden Cz[ernin] geht! Clem[enceau] hat gelogen!

11. April: Demblin bittet um Entwurf des (ersten) Briefes vormittags. Ich gelegen, Briefe in einer Kiste unter anderen schweren in meinem Schlafzimmer. Dies wegen Complot. Daher Antwort S.M. er hat sie nicht bei der Hand, schickt sie nachmittag. Ich suche dann, finde das vorgewissene Konzept, nichts Anderes<sup>12)</sup>. Also kann kein zweiter Brief sein. S.M. übersendet es mit der Bedingung, daß –wegen Ehrenwort- Cz[ernin] keinen Gebrauch davon macht, Niemandem zeigt! Cz[ernin] läßt sagen, er garantiert dafür.

12. April: Cz[ernin] telefoniert nach dem Mittagessen, kommt dann heraus. Clem[enceau] hat inzwischen Text publiziert. Cz[ernin] bringt beide mit. Sagt, er weiß, welcher Text richtig, aber daß, wenn S.M. ihn zugibt, verständigt er sofort Berlin, das einmarschbereit. Dann verliest er die Clem[enceau]-Note<sup>13)</sup>; fragt dann S.M., ob er dazu etwas zu sagen habe. S.M. schweigt, erkennt auch, welche die Richtige ist.

Cz[ernin] drängt und droht zugleich: S.M. schweigt weiter. Sodann erkundigt sich Cz[ernin] vorsichtiger Weise, Cz[ernin] ob S. M. sich an einen zweiten Brief erinnert. (Cz[ernin] hatte die Copie!) Da dieser S. M. total entfallen und nicht im Fascikel war, sagt der Kaiser mit Entschiedenheit nein. Erst darauf zog Cz[ernin] das von seiner eigenen Hand geschriebene, in Wien vorbereitete Ehrenwort mit (praemeditation ist aufs deutlichste bewiesen!) und sagt S. M., er habe das zu unterschreiben. S. M. weigert sich. Daraufhin Cz[ernin], er werde also sofort Berlin verständigen und den Trümmerhaufen, der durch Einmarsch und Revolution entstände, könne dann S. M. mit dem eigenen Gewissen ausmachen. Dieses Ehrenwort werde in seinem Schreibtisch verwahrt. Niemand werde es je erblicken (also auch nicht irreführen!). S. M. sagt ihm: „Sie haben ja selbst gesagt, Sie wissen, welche Fassung die Richtige ist – wie können Sie also so eine Unterschrift von mir verlangen?“ Nach langem Kampf droht Cz[ernin] endlich, Schluß zu machen und unterschreibt S. M.<sup>14)</sup>.

Jetzt, da er das hat, verlangt er, den irrtümlichen Konzepttext zu publizieren. S. M. verweigert das absolut. Nun geht das Ringen wieder [...] los. Beständige Drohungen etc., endlich wird es 5 Uhr, S. M. muß andere dringende Audienzen empfangen. Bittet Cz[ernin] zu warten. Als er fertig ist, ist Cz[ernin] abgefahren. (Auch diesen Text hatte er fertig von Wien mitgebracht, aber zuerst brauchte er das Ehrenwort). Auch schon bei diesem Ringen sagte Cz[ernin] beständig: „E.M. haben es ja unterschrieben, das es richtig ist!“ S. M. läßt Posten bei Laxenburg aufstellen, Cz[ernins] Auto aufzuhalten, da er an ein Mißverständnis im Wegfahren glaubt. Cz[ernin] hat den Posten beinahe totgefahren. S. M. läßt ins Ministerium des Äußeren telefonieren. Cz[ernin] ist noch nicht angekommen. S. M. läßt ihm sagen, er solle, sobald er ankommt, sofort am Geheimapparat mit ihm sprechen. Niemandem vorher ein Wort sagen. Beamte tut das. S.M. weitere Audienzen. Kein Telefon. Cz[ernin] Endlich ruft S. M. ihn auf und telefoniert mit ihm „wie ums Leben“ bis 10 ¼. Cz[ernin] will Veröffentlichung erzwingen, es ist die Rettung der Brüder, er garantiert mit seinem Kopf für sie; endlich droht er, sich am Telefon zu erschießen. Dann sagt er plötzlich in ganz ruhigem Ton: „Es ist ja so wie so ganz einerlei, ich habe das Communiqué ohnedies schon heute nachmittag herausgegeben<sup>15)</sup> S. M. sollte nach Pest fahren, versäumte Zug.

13. April: Cz[ernin] telefoniert in der Früh. Brüder in großer Gefahr erschossen zu werden, er kommt gleich. S.M. hatte einen Herzkrampf, konnte ihn nicht gleich empfangen, bat mich, ihn anzuhören. Ich spreche mit ihm von 10 Uhr bis 11 ¾. „Je me débats, il est plus que nerveux, larmes“. Vorschlag: um die Brüder zu retten – denn der Text Cl[emenceaus] ist ja der echte, er weiß es aus den seinerzeitigen Verhandlungen – muß S. M. erklären, er leide an zeitweiligen geistigen Lücken, er ziehe sich von der Regierung zurück, da er in so einem Anfall den Cl[emenceau]-Brief geschrieben habe. Cz[ernin] wird der „eiserne Kanzler“, Regent, der aber nichts zu sagen hat, Erzherzog Eugen; sie verhandeln einen Anschluß an Deutschland und wenn dann alles perfect ist, kann S. M. als gesund erklärt werden<sup>16)</sup>. S.M. lehnt kategorisch ab. Zuerst durch mich, dann steht er selbst auf und kommt es nochmals selber sagen. Als ich

---

<sup>8)</sup> Vgl. Kapitel XII und XV, ebd.

<sup>9)</sup> Vgl. Kapitel XV., ebd.

<sup>10)</sup> Sämtliche Communiqués bei Alexander Demblin, 149-163.

<sup>11)</sup> Vgl. Nr. 34a

<sup>12)</sup> Vgl. Nr. 34.

<sup>13)</sup> Alexander Demblin, 159-161.

<sup>14)</sup> Vgl. Nr. 87a, Anm.106.

<sup>15)</sup> Alexander Demblin, 161-162.

<sup>16)</sup> August Demblin, Czernin und die Sixtus-Affaire, 28-29; Reprint Alexander Demblin, 78, 126-127.

Refus überbringe, schlägt er [Czernin] Selbstmord à trois vor. Als er sagt, er wisse, die Clem[enceau- Fassung] sei die Richtige, sagte ich ihm: „Dann geben Sie mir das gestrige Schriftstück zurück!“ Er weigert sich, sagend, bräuchte es, um seinen Kindern einen ehrenvollen Namen zu hinterlassen. Ich erwiderte: „Wenn Sie Ihren Kindern einen ehrenvollen Namen hinterlassen wollen, dann geben Sie mir dieses Schriftstück zurück, und ich zerreiße es hier vor Ihnen!“. Nein! Von mir zu Rede gestellt, wie er sagen könne, er habe nichts gewußt, antw[ortete] er, er habe von dem Brief nichts gewußt und da Lügen eine Sünde sei – und er wolle eine solche nicht begehen, - sage er lieber, er habe von gar nichts gewußt, als auszusehen, als ob er was vom Brief gewußt hätte. Im selben Augenblick schlug er aber Selbstmord vor. Ich konnte nicht umhin, zu antworten, wenn ich schon einmal in die Hölle kommen sollte, ginge ich lieber in einer besseren Gesellschaft als in der Seinigen dort hinunter! Nachdem er also wiederholt versichert hatte, er wisse, daß Conzept irrtümlich sagte er Cramon, er solle sich den Text von S. M. ansehen (jedenfalls um S.M. noch mehr hineinzulegen) und sandte ihn zum Kaiser. Diesem kündigte er an, daß Cramon zu diesem Zweck komme. Hier [ist der] Bericht von Cramon sehr lügenhaft. S.M. sagte bloß: „Hier ist das Conzept, von dem [Czernin] Ihnen sprach!“ (S.M. war äußerst erstaunt über die Darstellung von Cramon, glaubte es nicht für möglich, so zu lügen!)<sup>17)</sup>.

14. April: Furchtbare Szene mit [Czernin]. Er versucht, den Kaiser nochmals zum Rücktritt zu bewegen. Als das nicht gelingt, bekommt er eine Krise de nerfs, weint und gibt plötzlich seine Demission, die S.M.- sofort annimmt<sup>18)</sup>.

Nach seinem Urlaub nahm er Akten aus dem Ministerium mit und unter anderem blieb der [sic] Conzept vom 9. V. Brief seitdem unauffindbar<sup>19)</sup>. Demblins Darstellung<sup>20)</sup> ist an manchen Punkten leicht der Lüge nachzuweisen.

[Czernin] fuhr fort zu lügen, sagte S.M. [er] würde es ja zu seiner Entlastung sagen, „wenn ich etwas davon gewußt hätte“. S.M. versuchte, ihn durch Polizei als gemeingefährlich verhaften zu lassen. Polizei weigerte sich<sup>21)</sup> Presse wagte es auch nach seinem Abgang nicht, anders zu schreiben, als er befohlen hatte<sup>22)</sup> Burián kam nicht dagegen auf, beschwerte sich bei S.M.

Zurück vom Urlaub, fingierte er eine Friedensunterhandlung selbst übergeben zu müssen, um empfangen zu werden<sup>23)</sup>.

## 88.

### **Hughes-Gespräch zwischen Kaiser und König Karl und dem österr.-ung. Außenminister Ottokar Graf Czernin-Chudenitz**

o. O. 1918, Anfang April

AOS Tom II, Index 693, beglaubigte Kopie; verarbeitet und teilweise veröffentlicht bei Brook-Shepherd, Um Krone und Reich, 174-177.

*Reaktionen von Kaiser und König Karl und Graf Czernin auf die bevorstehende Veröffentlichung der Friedensversuche Österreich-Ungarns durch Clemenceau.*

Hier seine Majestät - guten abend - ich bin sehr froh, daß sie mich aufrufen, höre eben durch ministerium, daß clemenceau enthüllungen über mich machen will. selbstverständlich ist alles, was clemenceau über mich vorbringen könnte, außer dem, was sie so wie so wissen, lug und trug. ich wiederhole nochmals, wir können in der ganzen sache reines gewissen haben, falls clemenceau wirklich etwas sagen sollte, was über den rahmen dessen hinausgeht, was sie ohnedies wissen, so beabsichtige ich, kaiser wilhelm ein telegramm zu senden, worin ich meine entrüstung über dieses lügendewebe der feinde ausdrücke, nochmals unserer unbedingten bundestreue versichere und zum schlusse erkläre, daß ich als souverain zu hoch stehen würde, um mich in weitere diskussionen mit einem kerl [à la] clemenceau einzulassen, und ich die ganze angelegenheit als erledigt betrachte. dies ist mein unabänderlicher entschuß<sup>1)</sup>. was wollen sie jetzt?

<sup>17)</sup> Cramon, Unser österreichisch-ungarischer Bundesgenosse, x-x.

<sup>18)</sup> Alexander Demblin, 78-80.

<sup>19)</sup> Vgl. Nr. 41.

<sup>20)</sup> August Demblin, Czernin und die Sixtus-Affaire, München 1920; Reprint Alexander Demblin, 107 - 148.

<sup>21)</sup> Brook-Shepherd, 182.

<sup>22)</sup> Vgl. Nr. 34, Anm. 1.

<sup>23)</sup> HHStA, NL Wieser, fol. 624-625, 627-628 (02. und 03.07.1918).

<sup>1)</sup> Vgl. das Telegramm an Kaiser Wilhelm, in: HHStA, PA I, 523 und bei Griesser-Pečar, Die Mission Sixtus, 275-276.

[Czernin:] mir ist ein stein vom herzen, wenn die sache so ist, denn der entgegengesetzte fall wäre eine katastrophe gewesen. clemenceau sagt folgendes:

kaiser karl ist es, der in einem eigenhändigen briefe vom monat märz 1917 seine zustimmung zu den gerechten rückforderungsansprüchen frankreichs in bezug auf elsass-lothringen ausgesprochen hat, ein zweiter kaiserlicher brief konstatiert, daß der kaiser mit seinem minister eines sinnes sei. Selbstverständlich muß man auf das kategorischste die lüge brandmarken und das telegramm an kaiser wilhelm ist auch eine sehr gute idee. ich bitte aber euer majestät dringend, mit communiqué und telegramm bis morgen abends zu warten. ich bin morgen abends in wien und muß vorher noch mit euer majestät sprechen. ich habe die furcht, daß euer majestät auf einen brief, den sie doch geschrieben haben, vergessen haben, denn sonst spielt clemenceau ein verzweifertes spiel, wenn er nicht in der lage ist, den brief, von dem er spricht, vorzuzeigen. ich bitte also dringendst, meine ankunft abzuwarten, da wir unter keinen umständen jetzt fehler begehen dürfen. es handelt sich offenbar um briefe an die prinzen parma, deren inhalt sich meiner kenntnis selbstverständlich vollständig entzieht. ich werde sofort nach berlin sagen lassen, daß clemenceau gelogen hat, daß unsere antwort erfolgen wird, und bitte nochmals unter keinen umständen etwas zu machen bis ich nicht zurück bin.

wenn euer majestät wollen, kann ich noch morgen nachts sofort nach meiner ankunft direkt nach baden fahren

[Kaiser Karl:] - danke. bin mit allem sehr einverstanden in einem brief an prinzen von parma ist niemals etwas politisches gestanden -

[Czernin:] danke schluß.<sup>2)</sup>

## 89.

### **Kaiser und König Karl zur "Sixtusaffäre" in der Antwort an den österr.-ung. Außenminister Ottokar Graf Czernin-Chudenitz**

o. O. [Wien und Baden] 1918 April

AOS Tom II, Index 693, beglaubigte Kopie

1) Der durch Clemenceau veröffentlichte Brief ändert gar nichts am Communiqué vom<sup>1)</sup>

2) Vor allem sei erklärt, daß unter der im Range weit über dem Minister des Äußeren stehenden Persönlichkeit, von der im Communiqué vom 7. April erklärt wurde, daß sie Friedensschritte unternommen hatte, nicht Seine Majestät sondern Prinz Sixtus von Parma verstanden werden mußte und verstanden wurde. Von diesem Prinzen behauptet nun Clemenceau, den Brief zu haben. Es eröffnen sich nun zwei Möglichkeiten, entweder hat Herr Clemenceau wissentlich ein falsches Dokument herausgegeben oder wurde der Prinz, dessen loyaler und edler Charakter allgemein bekannt ist, das Opfer eines schändlichen Betrugs.<sup>2)</sup>

3) Eine Handschriftfälschung wäre umso leichter möglich, als Seine Majestät im Frieden mit verschiedenen französischen Persönlichkeiten korrespondierte.

4) Der im Communiqué des französischen Ministerpräsidenten vom 9. April [letzten] J[ahres] erwähnte zweite Brief des Kaisers, in welchem Seine Majestät erklärt haben soll, daß "Er mit seinem Minister einig sei", erwähnt das französische Communiqué nicht mehr, was darauf schließen läßt, daß das französische Ministerium die Existenz dieses zweiten Briefes nicht mehr aufrechterhält.

Lieber Czernin

ad 1 und 2: Ich habe die Sache genau überlegt. Ich bleibe selbstverständlich auf dem Standpunkte, daß, wenn die Prinzen gegen uns auftreten, sie unbedingt desavouiert werden. Wir wissen aber nun nicht, ob die Prinzen dem Clemenceau eventuell gar nichts gesagt haben und [.....] ob nicht derselbe den Brief in der Schweiz gestohlen hat. Denn erwiesener Massen waren alle Akte mit Maschinschrift, das sind dieser von Ihnen und mein Brief im Feber in die Schweiz<sup>3)</sup>.

ad 3. Ich würde es nicht für opportun halten, irgend einen Brief meinerseits während des Krieges nach Frankreich zuzugeben, da aber doch die Handschrift erklärt werden muß, bin ich auf diesen Ausweg gekommen.

---

<sup>2)</sup> Vgl. dazu auch Nr. 87, 89, 90, 213.

<sup>1)</sup> Datum fehlt. Zweifellos handelt es sich um das Communiqué vom 10.4.1918, in: Reichspost 164 (25. Jg.) 11.4.1918, 3-4.

<sup>2)</sup> Vgl. dazu PAMAE, Papiers d'Agents, Archives Privées, 198-Clemenceau 1, fol. 35r-41r: Korrespondenz Clemenceaus mit Prinz Sixtus wegen der Briefveröffentlichung. Vgl. auch Nr. 213.

<sup>3)</sup> Vgl. Manteyer, Austria's Peace Offer, 51-54, Note von Czernin vom 17.2.1917 und kaiserlicher Zusatz vom 20.2.1917 (vernichtet, von Prinz Xavier rekonstruiert und von Graf Tamás Erdödy signiert). Vgl. Sixte de Bourbon, L'offre de paix séparée, 58-64; auch TS 4224.

**[Der Außenminister der USA, Robert Lansing, an den Präsidenten der USA, Woodrow Wilson]**

o. O. [Washington], 1918 April 12

Washington, Library of Congress, Manuscript Division, Papers of Robert Lansing, fol. 143-144.

*Robert Lansing beurteilt die Veröffentlichung des Sixtusbriefes durch George Clemenceau als verrückte Handlung und als ein Beispiel gedankenloser Diplomatie. In logischer Konsequenz sind alle österreichisch-ungarischen Separatfriedensversuche vergeblich gewesen. Außenminister Ottokar Graf Czernin wird zurücktreten, Kaiser Karl sich zwangsläufig Deutschland anschließen müssen.*

Memorandum on the Making Public by M. Clemenceau of the Austrian Emperor's Letter to the Prince Sixtus de Bourbon.

The action of M. Clemenceau in making public yesterday the letter in regard to Alsace-Lorraine by the Emperor Karl to Prince Sixtus de Bourbon is, in my opinion, a piece of the most astounding stupidity, for which no sufficient excuse can be made. If Clemenceau thought to prove that Count Czernin was a liar, he possibly succeeded but at what a cost! His disclosure has thrown Austria bodily into the arms of Germany. The Austrian Emperor has no other course now but to eat his words and affirm in the most unequivocal terms his loyalty to his domineering ally and the aims of his ally. Even if Karl wished to act otherwise the stupidity of Clemenceau and the fear of Germany prevent.

Thus, after the secret conversations with Lammasch and other personal emissaries of the Austrian rulers, which have been going on in Switzerland, gave at least the remote hope that in the event of a military check of Germany's efforts on the western front, Austria would be disposed to consider separate terms of peace<sup>1)</sup>, Clemenceau makes this unpardonable blunder. The fat is in the fire.

<sup>a)-a)</sup> As an example of stupid diplomacy this performance is almost without parallel. It is almost as bad as German diplomacy or as that of the Allies in the Balkans. I was perfectly aghast when I read the press account and my amazement increases the more I consider the folly of it all. How any statesman could throw away a strategic advantage without any equivalent other than the personal satisfaction of causing chagrin to an adversary is beyond my comprehension<sup>a)</sup>.

I can only account for this apparent lapse by the French Premier on the supposition that he acted in a fit of temper and took the course which he did without that careful consideration which should always be shown by those in possession of secret information. It is unfortunate that "The Tiger" of France does not possess a better control over his impulses, unfortunate for his country as well as for the cobelligerents of France. There was always the possibility of something resulting from the evident desire of the Austrian Emperor for peace almost at any price. That possibility the folly of Clemenceau has destroyed. By his foolish act Karl has been forced to cast his lot with the Kaiser. All that we have done has been undone. We must scrap all the unofficial conferences which we have had.

In view of this crass stupidity on the part of the French leader we must read just ourselves to the new situation which he has created. First, I cannot see how Czernin can remain at the head of the Austrian Government. He will certainly be forced to resign, for he either knew and lied about the Emperor's letter or else he was not in the full confidence of his royal master. In either case his resignation must follow. He cannot do otherwise.

When Czernin resigns the Emperor Karl will undoubtedly call upon some pro-German to form a cabinet. It may even be Burián<sup>2)</sup>.

That is the logic of the situation. While Czernin was in a measure pro-German he undoubtedly was desirous of peace. His successor will be more radically pro-German and more amenable than he to German influences. We will lose a decided advantage by this change of Government, and we will not have the opportunity to approach secretly this new Premier or be able to gain imperial influences for peace. Only a military victory on the western front can again open the door which Clemenceau has slammed shut.

In the present state of affairs, it would be unfortunate if Burián was returned to power, but he seems to be the logical one to be chosen because he would satisfy the abominable Prussians<sup>3)</sup>.

---

<sup>1)</sup> Vgl. George D. Herron, Heinrich Lammasch's suggestion for peace in Berne 1918, in: Heinrich Lammasch, 186-197; Papers relating 1918, Suppl. I, 82-107; 119; 129-130; 140-141; 147-149; 150-151; 173.

<sup>a)-a)</sup> Vermerk in der Vorlage: omit.

<sup>2)</sup> Stephan Graf Burián, seit 16.4.1918 österr.-ung. Außenminister.



<sup>b)-b)</sup>Hang Clemenceau and his personal pride. He has raised the devil, though we have to pay for his intemperate conduct. Great though he is in many ways he has shown himself an amateur in the field of diplomacy<sup>b) 4)</sup>.

## 91.

### Papst Benedikt XV. an Kaiser und König Karl

Vatikan, 1918 April 15

HHStA, PA I, 808, Personalia III/33, Abschrift; Druck: Engel-Janosi, 402-404.

*Papst Benedikt XV. spricht sich bei Kaiser Karl I. gegen eine Absetzung des Bischofs von Trient, Mons. Endrici, aus und ersucht, die endgültige Regelung der Besetzung des Bischofssitzes von Trient bis nach dem Krieg zu verschieben.*

Con il più vivo gradimento abbiamo ricevuto la lettera, che Vostra Maestà si è compiaciuta inviarci in data del 26 Gennaio u. s.<sup>1)</sup>

Tale compiacenza Ci è maggiormente grato di manifestare, in quanto che in quell'Augusto autografo abbiamo trovato una novella conferma degli alti e nobili sentimenti che animano Vostra Maestà, in ordine al vivissimo desiderio di ridare ai Suoi popoli non solamente la pace esterna, [ma] benanco quella interna.

Gli è perciò che, bramosi come siamo di secondare questo Suo nobilissimo intento, non abbiamo mancato di portare tutta la Nostra attenzione su quanto Vostra Maestà Ci proponeva nei riguardi del Vescovo di Trento, Mons. Endrici<sup>2)</sup>, la cui penosa situazione forma da molto tempo l'oggetto del più accurato studio ed interessamento da parte della Santa Sede.

Noi, mossi dalla Nostra lealtà, nonchè dalla fiducia che Ci ispira la Maestà Vostra, non possiamo nasconderle la preoccupazione che ha prodotto e produce tuttora nell'animo Nostro l'accennata situazione in cui si è venuto a trovare quel Vescovo - pur apprezzato per integrità di vita, dottrina e zelo pastorale - a causa delle gravi condizioni politiche, ed anche dei provvedimenti presi a suo riguardo.

Come è noto, la Santa Sede per dimostrare la sua deferente condiscendenza verso l'Imperiale Governo, aveva concesso che l'amministrazione spirituale e temporale della Diocesi di Trento fosse affidata ad un ecclesiastico, il quale, oltre ad essere dotato di ottime qualità sacerdotali, gode anche la stima e la fiducia delle Autorità Civili, e che fosse nominato un Pro-Vicario a Bolzano per la parte tedesca della Diocesi<sup>3)</sup>. Con ciò la Santa Sede si riprometteva di aver dato da una parte soddisfazione alle Autorità Civili, dall'altra di aver salvaguardato il prestigio e la dignità piscopale e provveduto al bene dei Fedeli.

Tuttavia non sfuggirà alla penetrazione della Maestà Vostra come l'allontanamento totale di Mons. Endrici dalla sua Diocesi presenterebbe le più gravi difficoltà sia per la Santa Sede che per lo stesso Imperiale Governo.

Ove si rifletta infatti alla situazione della Diocesi di Trento, posta al confine dell'Impero e nella quale si trovano fedeli che per razza e per lingua appartengono a diverse nazionalità contendenti fra di loro, apparirà che il provvedimento invocato, attesa specialmente l'attuale vivissima eccitazione degli animi, mentre riuscirebbe di soddisfazione ad una parte del popolo, provocherebbe certamente il risentimento dell'altra.

Si accentuerebbe così il dissenso, e lungi dall'ottenere la concordia e l'unione sperata, si verrebbe a creare un nuovo fomite di discordia, che Noi riteniamo non soltanto nocivo al bene dei fedeli ed al regolare andamento di quella illustre Diocesi, ma anche oltremodo pericoloso agli stessi interessi dell'Impero.

Confidando pertanto negli alti e nobili sentimenti di equità e di prudenza della Maestà Vostra come pure nella devozione e nell'attaccamento alla Santa Sede ed alla Nostra persona, di cui Ci ha dato consolanti prove, non dubitiamo che vorrà valutare queste Nostre considerazioni ed attendere la fine della presente guerra per addivenire alla soluzione

---

<sup>3)</sup> Vgl. auch Meisels, Die Beziehungen zwischen Österreich-Ungarn und den Vereinigten Staaten, 141-144; Mamatey, 237.

<sup>b)-b)</sup> Vermerk in der Vorlage: omit.

<sup>4)</sup> Zur Reaktion Englands, Frankreichs und Belgiens auf die Sixtus-Affäre in der Reflexion ital. Diplomaten, vgl. ihre Berichte an Sonnino und Orlando, in: DDI, Vol. X, 444-446 (Nr. 549, 550, 551), 467 (Nr. 586), 471-472 (Nr. 592). Zur kritischen Reaktion Lloyd Georges auf die Publikation durch Clemenceau, vgl. DDI, Vol. X, 527-528 (Nr. 644).

<sup>1)</sup> Vgl. Nr. 79.

<sup>2)</sup> Vgl. Nr. 79 mit Anm. 1.

<sup>3)</sup> Balthasar Rimbl, 1917-1928 Provikar für den deutschen Anteil von Trient; Ludovico Eccheli 1914-1930 Generalvikar in Trient.

definitiva della grave questione, nel risolvere la quale, Noi non mancheremo di tener presente il desiderio testè da Vostra Maestà manifestato.

Nel pregare il Signore affinché conservi lungamente la Maestà Vostra, ben di cuore impartiamo alla Sua augusta persona ed a tutti i membri della Imperiale e Reale famiglia la Benedizione Apostolica

## 92.

### **Der Außenminister der USA, Robert Lansing, an den Präsidenten der USA, Woodrow Wilson**

Washington, 1918 Mai 10

Druck: The Papers of Woodrow Wilson 47, 589-591

*Über die Veränderungen der amerikanischen Politik nach der Sixtus-Affäre.*

My dear Mr. President:

I feel that the time has arrived when it is wise to assume a definite policy in relation to the various nations which make up the Austro-Hungarian Empire. The ill-considered disclosure of the "Sixtus-letter" by M. Clemenceau has compelled the Emperor and Government of Austria-Hungary to take a position in regard to Germany which makes further peace approaches to them well-nigh impossible<sup>1)</sup>, while their attitude toward Italy will be, as a result, generous in order to influence the latter country to withdraw from the war, and so release Austrian troops for the front in Flanders.

Like all these questions arising at the present time I think that they should be considered always from the standpoint of winning the war. I do not believe that we should hesitate in changing a policy in the event that a change will contribute to our success provided it is not dishonorable or immoral.

In the present case it seems to me that the pertinent questions are the following:

1. Is there anything to be gained by giving support to the conception of an Austria-Hungary with substantially the same boundaries as those now existing?
2. Is there any peculiar advantage in encouraging the independence of the several nationalities such as the Czech, the Jugo-Slav, the Roumanian, etc., and if so, ought we not to sanction the national movements of these various elements?
3. Should we or should we not openly proclaim that the various nationalities subject to the Emperor of Austria and King of Hungary ought to have the privilege of self-determination as to their political affiliations?
4. In brief, should we or should we not favor the disintegration of the Austro-Hungarian Empire into its component parts and a union of these parts, or certain of them, based upon self-determination?

It seems to me that the time has come when these questions should be answered<sup>2)</sup>.

If we are to check the effect of the possible bribe of territory which will doubtless be offered to Italy, is not the most efficacious way to offset this inducement to declare that the aspirations of the subject nations of Austria-Hungary should be determined by the people of those nations and not by the power which has compelled their submission? Italy in such circumstances will undoubtedly consider the possibility of obtaining far greater concessions than Austria-Hungary can offer. She will therefore remain true to the common cause<sup>3)</sup>.

Furthermore the revolutionary spirit of the nationalities concerned would be given a new hope. Unquestionable a revolution or its possibility in the Empire would be advantageous. Ought we or ought we not to encourage the movement by giving recognition to the nationalities which seek independence?

---

<sup>1)</sup> Herron bedauert die Veröffentlichungen Clemenceaus, laut Bericht des ital. Botschafters Paulucci hätte dies endgültig die Friedensbemühungen des Kaisers abgeschnitten und den Kaiser und seine Familie in die Arme Deutschlands gestoßen. Vgl. DDI, Vol. X, 605 (Nr. 763).

<sup>2)</sup> Kongreß von Rom, 8.-10.4.1918. Vgl. Conferenza delle nazionalità soggette all' Austria-Ungheria (Roma - in Campidoglio - 8, 9 e 10 Aprile 1918). Testo delle dichiarazioni votate e riassunto dei discorsi pronunziati nella seduta finale del 10 Aprile, Roma 1918; Valiani, The Rome Congress, in: ders., The End of Austria Hungary, 199-256; Seton-Watson, The Making of a New Europe, 259-275. Zur Reaktion in Schweden, England und Frankreich auf den Kongreß von Rom, vgl. DDI, Vol. X, 522 (Nr. 634), 522-523 (Nr. 635), 527 (Nr. 643, 644), 538 (Nr. 657), 545-547 (Nr. 670).

<sup>3)</sup> Vgl. Nr. 66, 70, 73, 84, 91. Zur versteiften Ablehnung österr.-ung. Friedensbemühungen durch Sonnino, vgl. DDI, Vol. X, 523-524 (Nr. 636) und 537-538 (Nr. 656).

I have no doubt that you have been, as I have, importuned by representatives of these nationalities to give support to their efforts to arouse their fellow-countrymen to opposition to the present Austrian Government. This importunity is increasing. What should be said to these people? Some answer must be made. Should we aid or discourage them? I do not think in considering this subject we should ignore the fact that the German Government has been eminently successful in the disorganization of Russia by appealing to the national jealousies and aspirations of the several peoples under the Czar's sovereignty. Whether we like the method or not, the resulting impotency of Russia presents a strong argument in favor of employing as far as possible the same methods in relation to Austria's alien provinces. I do not think that it would be wise to ignore the lesson to be learned from Germany's policy toward the Russian people. I would be gratified, Mr. President, to have your judgement as to whether we should continue to favor the integrity of Austria or should declare that we will give support to the self-determination of the nationalities concerned. I think that the time has come to decide definitely what policy we should pursue<sup>4</sup>).

## 93.

### Monarchenvertrag von Spa

Spa, 1918 Mai 12

HHStA, AUR, 1918 Mai 12, Ausfertigung; HHStA, PA I, 505, fol. 19r-v, Abschrift.

*Kaiser und König Karl und Kaiser Wilhelm II. vereinbaren mit Gegenzeichnung der beiden Außenminister Burián und Hertling ein langfristiges, enges, politisches, militärisches und wirtschaftliches Bündnis zwischen Österreich-Ungarn und Deutschland unter der Voraussetzung einer Verständigung über die Polnische Frage.*

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, Apostolischer König von Ungarn und Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen, von dem Wunsche geleitet, das in langjährigem Frieden bewährte und in treuer Waffenbrüderschaft erhärtete Bundesverhältnis zwischen ihren Reichen zur Wohlfahrt der Völker und zum Nutzen kommender Generationen inniger zu gestalten und zu vertiefen, die Unverletzlichkeit ihrer Staaten zu sichern und zu gewährleisten, ihre ruhmgekrönten Armeen in engem Zusammenhang zu halten, die wirtschaftlichen Interessen ihrer Länder zu fördern und tunlichst zu verschmelzen, sind übereingekommen und verpflichten sich, ihre Regierungen anzuweisen, mit aller Beschleunigung Vereinbarungen auszuarbeiten und abzuschließen, durch die nachstehende Ziele der Verwirklichung zugeführt werden:

- I. Herbeiführung eines langfristigen engen, der Verteidigung und Sicherung der beiden Kaiserreiche dienenden politischen Bündnisses.
- II. Bildung eines Waffenbundes<sup>1)</sup>.
- III. Abschluß eines Zoll- und Wirtschaftsbündnisses zwischen Österreich-Ungarn und Deutschland in stufenweisem Ausbau mit dem Endziel, einen vollständig zollfreien Verkehr zwischen den vertragschließenden Mächten anzubahnen. Das Zoll- und Handelsbündnis soll keinen aggressiven Charakter gegen andere Staaten haben und freundschaftliche Handelsbeziehungen mit denselben nicht erschweren.

---

<sup>4</sup>) Vgl. dazu auch: PAMAE, Paix séparée 103, fol. 108-110: Lansing im Mai 1917 über die Separatfriedensmöglichkeiten in einer Unterredung mit Viviani.

<sup>1)</sup> Diesem Vertrag beiliegend:

Grundlagen für den Waffenbund:

1. Die Verbündeten verpflichten sich gegenseitig, daß sie ihre Volkskraft restlos ausnutzen werden.
2. Jeder waffenfähige Mann muß die Schule des Heeres durchlaufen.
3. Die Vorschriften für Organisation, Ausbildung und Verwendung der Truppe müssen auf gleichen Grundsätzen aufgebaut werden.
4. Die Bewaffnung ist derart einheitlich zu gestalten, daß die Truppen für den Ersatz von Waffen und Munition in einem zukünftigen Kriege nicht auf Nachschub aus der Heimat angewiesen sind, sondern auf kürzestem Weg versorgt werden können.
5. Um die Verhältnisse in den beiderseitigen Armeen kennen zu lernen, erscheint die wechselseitige zeitliche Kommandierung von Offizieren angezeigt.
6. Alle Vorbereitungen für den Krieg sind gemeinsam zu treffen.
7. Das Eisenbahnnetz ist nach den Erfahrungen dieses Krieges einheitlich auszubauen. Für die Bereitstellung und den Ersatz der Betriebsmittel ist einheitlich vorzusorgen.

Deutsches Großes Hauptquartier, den 12. Mai 1918  
von Hindenburg  
Arz GO

Die hohen Kontrahenten sind darüber einig, daß eine endgültige Lösung der zu I-III bezeichneten Fragen eine Verständigung über die polnische Frage zur Voraussetzung hat<sup>2)</sup>.

Zur Urkund dessen haben die beiden Hohen Verbündeten vorstehende Abmachung Allerhöchst Eigenhändig unterschrieben und Allerhöchst Dero Insiegel beigedrückt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung

Großes Hauptquartier, den 12. Mai 1918

Karl m.p.

Wilhelm m.p.

Burián m.p.

Graf von Hertling m.p.

## 94.

### [Der Außenminister der USA, Robert Lansing, an den Präsidenten der USA, Woodrow Wilson]]

o. O. [Washington], 1918 Mai 30

Washington, Library of Congress, Manuscript Division, Papers of Robert Lansing, fol. 148-150.

*In Konsequenz der Annäherung Österreich-Ungarns an Deutschland, die durch die Sixtusaffäre erzwungen wurde, wird das Habsburgerreich als Vasall Deutschlands betrachtet. Es sei daher eine größere Bedrohung für Freiheit und Frieden als 1914 und müsse als Kaiserreich ausgelöscht werden.*

Memorandum on our Policy in Relation to Austria-Hungary.

A few days ago there was published what purported to be the terms of a military alliance between the German Empire and Austria Hungary, by which the entire military establishment of the latter was put under German control for a period of 25 years<sup>1)</sup>.

Whether these terms are authentic remains to be proven, but the recent visit of the Emperor Karl to German Grand Headquarters makes the statement very probable for the going of a Hapsburg to a Hohenzollern was the last act of submission, the supreme humiliation of an emperor of the proud house of Austria<sup>2)</sup>.

I think that we ought to proceed on the assumption that the report is substantially correct and formulate a policy on that hypothesis. While this may not be the final step in the practical absorption of Austria-Hungary by Germany it comes very near it. The Austrian Emperor submitted because he wished to show his loyalty to Germany, which the Sixtus letter put in doubt. The German Emperor put on the screws and Karl was afraid to resist<sup>3)</sup>.

Doubtless there were threats, possibly a suggestion of a change of dynasty. Whatever the pressure used, the Austrian's visit to his powerful ally indicated the trepidation which he felt and the necessity of placating his master in fact, if not in name.

As the publication of the Sixtus letter ended any possibility of continuing unofficial relations with Austria looking toward peace, so this surrender of Karl removes all possibility of separating the two empires.

If Germany is permitted to continue this mastery after peace is declared, which seems to be the plan, the Prussians will have to all intents won the war, for, if Austria is permitted to remain in possession of the territory now within her borders, the German Emperor will control millions of people utterly hostile to the Germans, who will be in a state of servitude. Submission of these various nationalities to Austria-Hungary by the terms of this alleged agreement would mean submission to Germany. The Poles, the Czechs, the Jugo-Slavs and the Roumanians would become serfs of the German. Such a state of affairs must never be. Justice to the aspirations of those nationalities and the evils of German domination, as well as the peace of the world, cry out against such a result of the war. Fundamental to every policy which this Government adopts at this time is the supreme purpose of destroying Prussianism and compelling Germany

---

<sup>2)</sup> Vgl. Nr. 47 und 213.

<sup>1)</sup> Vgl. Nr. 93.

<sup>2)</sup> Der Besuch Kaiser Karls in Spa erfolgte am 12. Mai 1918. Vgl. dazu Nr. 213 und bei Rauchensteiner, 568, Anm. 1541-1545.

<sup>3)</sup> Vgl. dazu die Bemerkungen Kaiser Karls in Nr. 213; ferner Mamatey, 256-257; vgl. auch DDI, Vol. X, 607 (Nr. 765): Macchi di Cellere an Sonnino, Washington, 1918 Mai 30.

to submit to a just peace. That end and the means of attaining it must be paramount in the formulation of a policy. When, therefore, the Emperor Karl showed that a separate peace was vain and when he became a vassal of Germany, a revision of policy became necessary. From that moment Austria-Hungary lost its right to exist as an Empire including these oppressed races. Karl at German Grand Headquarters signing away his birthright lost any sympathy which had been felt for him before that event. An Austria-Hungary absolutely controlled by the Prussians would make them an even greater menace to Liberty and peace than they were in 1914. If Austria-Hungary continues to exist in its present form that will be the result.

In view of the new state of affairs it seems to me that Austria-Hungary must be practically blotted out as an empire. It should be partitioned among the nationalities of which it is composed. As a great power it should no longer exist. The Poles, Czechs and other peoples, who long for independence and hate all foreign sovereignty must not be brought under the Prussian yoke by continuing them as provinces of Austria-Hungary. It would be criminal to coerce them and would be folly for the world to permit it.

It is my judgment that, primarily as a war-measure, and also because it is just and wise for the future, we should encourage in every possible way the national desires of these peoples. If need be, I would favor going so far as to promise them their independence when the Central Powers are defeated if that would induce them to revolt against German owned Austria-Hungary. Stripped of these nationalities and of the territory occupied by them, Hungary would undoubtedly desire to become an independent kingdom and Austria would be merely an arch-duchy weak and insignificant as she should be. Over this helpless state Karl would be ruler. Such a result would be a destiny which Austria and the Hapsburgs richly deserve.

To announce this policy and to give it publicity in the Austro-Hungarian Empire are the next steps in carrying out this policy<sup>4)</sup>.

---

<sup>4)</sup> Vgl. Nr. 95. Dazu auch Meisels, 144 und Nr. 213.